



Pas de tribune pour les fascistes!

30 juin -- Le Pen tient le 8 juin à Madrid meeting commun avec les fascistes italiens du MSI et les nostalgiques du franquisme. *Libération* (10 juin) en rend ainsi compte: "Mais quand le président du MSI prend la parole, l'assistance hurle: 'Duce, Duce'. Quand Blas Pinar monologue, elle scande: 'Franco, Franco'. Et quand le Français parle, on entend: 'Le Pen, Le Pen'". Pour que le message soit encore plus clair, Le Pen répond à un journaliste qui lui demande s'il n'est pas gêné par les saluts fascistes dans la foule: "[...] le fait de saluer en tendant le bras est vieux comme l'Europe" (*Ibid.*)

Chaque jour, Le Pen peut commettre avec plus d'arrogance et de cynisme ses provocations fascistes. Il se nourrit aujourd'hui de l'impuis-

Les réformistes débattent avec Le Pen

sance d'un gouvernement arrivé au pouvoir avec d'ambitieux projets revanchards et qui, groggy après le premier round social de l'hiver, étale ses tergiversations et divisions. Tout comme il s'est nourri après 1981 de l'impuissance des gouvernements de "gauche" face à la crise endémique du capitalisme dont les partis ouvriers réformistes se veulent les loyaux gérants. Le Front national (FN) s'offre à la bourgeoisie comme

fer de lance de la réaction sociale; et il fait preuve de sa détermination et de son utilité contre le prolétariat en lançant dans les rues ses nerfis racistes et anticommunistes. Déjà, dans la majorité, des politiciens bourgeois commencent à prendre au sérieux ses offres de service. En témoigne ce "comité d'honneur de l'association des amis de Minute" (le torchon lepéniste) que vient de rejoindre, outre les habitués

style Médecin, une brochette de notables RPF et UDF, dont un adjoint de Chirac à la mairie de Paris (cf. *le Matin*, 29 mai). Sans parler de l'aval que son programme de génocide raciste a reçu de Pasqua, menaçant -- en plein procès Barbie -- d'organiser des trains d'immigrés!

Attendre passivement pour organiser la mobilisation et la riposte des travailleurs que, comme disent les pseudo-révolutionnaires de LO, les cohortes fascistes tiennent la rue comme dans l'Italie des années 20 ou l'Allemagne des années 30, serait de l'irresponsabilité criminelle. Les démonstrations de force du FN à Marseille et Lyon en avril donnent un sinistre avant-goût de son "programme": détruire tout

Suite page 12

Corée du Sud: révolte contre la dictature

22 juin -- Les manifestations de masse auxquelles on assiste depuis quinze jours en Corée du Sud puisent leur énergie dans les dizaines d'années de haine populaire accumulée contre un des régimes les plus féroce-ment répressifs du soi-disant "monde libre". De la capitale Séoul jusqu'à la ville industrielle de Pusan au Sud, depuis le 10 juin des centaines de milliers de personnes descendent dans la rue. Malgré la brutalité comme d'habitude efficace de la police anti-émeutes, les manifestants ont été, à maintes reprises, capables de résister face à des tirs de barrage de lacrymogènes. Et les manifestations continuent à s'amplifier. Le 18 juin, le centre de Séoul est devenu une zone de combat; des dizaines de milliers d'étudiants ont pris contre la police le contrôle des rues. Le soir suivant, à Taejon, des manifestants ont lancé à pleine vitesse un bus réquisitionné dans les rangs de la police; un flic a été tué.

En Corée du Sud, il est pratiquement traditionnel que les jeunes se jettent sur les troupes de choc bien armées de la police. Néanmoins, le *New York Times* du 17 juin faisait remarquer: "La crise politique ici s'est plutôt développée sur l'éclatement de troubles qui se continuent dans le centre de Séoul, et sur la participation grandissante de milliers de non-étudiants de tous âges et de toutes conditions." Si les étudiants ont reçu un soutien massif de la part des cols-blancs, jusqu'ici il n'a pas encore été fait mention de la participation du prolétariat industriel sud-coréen, la force motrice du "miracle économique" et la seule puissance qui puisse mener à bien le renversement révolutionnaire du dictateur Chun Doo Hwan et des généraux.

Une série d'événements a provoqué la colère populaire. Arrêté pour agitation antigouvernementale le 14 janvier par une brigade anticommuniste spéciale, un étudiant de 21 ans, Park Chong Choi, mourait sous la torture dans

Séoul, 10 juin
-- Les manifestants étudiants repoussent les flics.



les locaux de la police. La torture policière est une pratique courante en Corée du Sud, mais cette fois-ci le gouvernement a été forcé de le reconnaître. En avril, Chun a mis brusquement fin aux négociations avec les partis d'opposition bourgeois, tout juste tolérés, sur la révision de la constitution bidon imposée en 1980. Les affrontements de rue ont éclaté le 10 juin, quand Chun, dont le mandat de président expire en février prochain, a désigné comme dauphin Roh Tae Woo, lui aussi général et comparse de longue date.

Des centaines d'étudiants ont occupé les jardins de la cathédrale de Myongdong, à Séoul, où la hiérarchie catholique leur avait donné

asile. La police les assiégeait sans donner l'assaut. Très rapidement, un large mouvement de soutien s'est formé autour des étudiants de Myongdong. Le 13 juin, plusieurs milliers de travailleurs des boutiques et des bureaux du centre ville se sont rassemblés pour harceler la police. Aux termes d'un accord avec les responsables de l'église, la police a levé le siège le 15. Des milliers d'habitants de Séoul se sont rassemblés spontanément à proximité de là quand les étudiants sont sortis de la cathédrale et ont scandé des mots d'ordre dénonçant la dictature militaire. Le 18, des milliers de manifestants se répandaient dans le centre ville, des étudiants prenaient le dessus sur 80

flics à court de gaz lacrymogène et les dépouillaient de leur équipement anti-émeutes qu'ils brûlèrent dans la rue.

LES MASSACREURS DE WASHINGTON

Washington soutient son fantôme Chun. Malgré quelques appréhensions au département d'Etat, la Maison-Blanche de Reagan est déterminée à soutenir ce massacreur-là. Le 17 juin, Schultz déclarait que "la meilleure chose [...] serait que les manifestations, avec leur potentiel de violence, cessent et que le dialogue reprenne". La Maison-Blanche ne veut pas

Suite page 13

Les marxistes et le SIDA

Le SIDA -- Une terrible épidémie qui a, jusqu'à maintenant, tué la moitié des malades qui l'ont contractée. Cette maladie, qui frappe surtout des hommes et des femmes jeunes, est provoquée par un virus qui détruit le système immunitaire. Plus de 1600 cas ont été enregistrés depuis 1981 en France, un des pays européens les plus touchés avec 30 cas par million d'habitants; et il y aurait entre 150000 et 200000 personnes séropositives, c'est-à-dire dont l'organisme a été en contact avec le virus, et dont on ne sait pas quelle proportion développera ensuite la maladie. Presque tous les malades meurent moins de deux ans après le diagnostic du mal, leur organisme ravagé par des infections qu'il ne peut pas combattre, et il n'y a, jusqu'à présent, aucun traitement efficace.

Le SIDA implique le sexe et le sang, domaines émotionnellement chargés où se concentrent les mythes et les fantasmes de l'arriération. Partout dans le "monde libre", il sert de point de ralliement à de sinistres forces réactionnaires qui cherchent à manipuler la peur provoquée par ce fléau pour persécuter les homosexuels, attiser le racisme et imposer de force un "ordre moral" répressif. En France, c'est Le Pen qui est passé à l'attaque. Il vomit sa haine fasciste, en martelant selon la technique de Goebbels les mensonges les plus grossiers. Il éructe contre les "sidaïques", les homosexuels, la sodomie, la "décadence", les immigrés, tandis que circulent des tracts orduriers, signés par un soi-disant "Collectif anti-SIDA", qui accusent les Juifs de répandre le SIDA. C'est le retour au temps de la peste noire.

DES MILLIARDS POUR LA LUTTE CONTRE LE SIDA!

Pour le moment, la bourgeoisie française semble vouloir traiter le SIDA comme ce qu'il est: une maladie provoquée par un virus. Là où le bât blesse, c'est qu'après avoir proclamé la lutte contre le SIDA "grande cause nationale", le gouvernement Chirac n'a pas joint le geste à la parole en termes financiers. Les quelques mesures annoncées pour la recherche sont de dérisoires aumônes: 13 millions de francs pour des enquêtes épidémiologiques, 60 postes créés dans les services de recherches qui se voient accorder 20 millions de francs supplémentaires -- à comparer par exemple aux 25 millions de francs que coûtera chacun des 1400 exemplaires du char "Lecierc". *L'Etat doit immédiatement débloquer des milliards pour la recherche sur le SIDA*, milliards qui doivent être répartis de façon efficace et intelligente. Mais pour la bourgeoisie française, les préparatifs de guerre antisoviétiques sont une priorité autrement plus importante que la lutte contre ce fléau.

Côté soins, c'est encore plus dramatique. Dans une interview à *Libération*, le docteur Willy Rozenbaum, un des pionniers des recherches sur le SIDA, affirmait en octobre dernier: "Depuis

un an, je ne prends même plus de nouveaux malades. Je ne peux pas, n'ayant ni la place ni les moyens. Sur mon carnet de rendez-vous, j'ai plus de trois mois d'attente. Et mon cas n'est pas unique [...]. C'est quand même une maladie 'chronique', très lourde. Quand il y a hospitalisation, ce sont des lits de soins intensifs.

tion du SIDA "grande cause nationale", le gouvernement annonçait que les remboursements à 100% pour les maladies de longue durée (dont le SIDA) seraient désormais limités "aux seuls soins en rapport avec cette affection", excluant donc les soins des autres maladies dont peut souffrir le malade (*L'Humanité*, 14

28 mars -- La LTF à la manifestation contre la tentative d'interdiction du journal *Gai Pied* par Pasqua.



C'est une maladie qui coûte cher" (27 octobre 1986).

Et la situation va encore empirer de façon catastrophique si la classe ouvrière n'empêche pas la bourgeoisie de poursuivre le démantèlement de la Sécurité sociale, que la classe ouvrière s'est plusieurs fois dans le passé mobilisée puissamment pour défendre. Trois mois après la proclama-

tion du SIDA "grande cause nationale", le gouvernement annonçait que les remboursements à 100% pour les maladies de longue durée (dont le SIDA) seraient désormais limités "aux seuls soins en rapport avec cette affection", excluant donc les soins des autres maladies dont peut souffrir le malade (*L'Humanité*, 14

Chirac passe à l'attaque

2 juillet -- Le gouvernement Chirac, instable, humilié par sa semi-retraite devant la puissante grève des cheminots de l'hiver dernier, n'a rien abandonné de ses projets antiouvriers.

Mardi 9 juin. Claude Jaguelin, secrétaire de la section du PCF de Renault-Billancourt, est licencié. Quatorze autres militants de la CGT sont frappés de lourdes sanctions.

Vendredi 12 juin. Confronté pendant neuf semaines à la grève perlée des aiguilleurs du ciel, Chirac donne le feu vert à l'amendement Lamassoure. Une dangereuse provocation contre le droit de grève dans la fonction publique qui permettra de retenir une journée complète de salaire pour une seule heure de grève.

Mardi 16 juin. De Charette, ministre de la Fonction publique, annonce l'intention du gouvernement d'étendre l'amendement Lamassoure à tout le secteur public: collectivités territoriales, hôpitaux, transports, EDF, etc.

Des secteurs de la bourgeoisie voudraient bien taper plus fort (cf. le projet de loi Fourcade visant à démanteler le droit de grève dans la fonction publique). Mais le gouvernement préfère avancer plus prudemment face à une classe ouvrière qui a maintenu intact l'essentiel de ses forces et qui reste vigilante. En témoignent les manifestations en défense de la Sécurité sociale, et particulièrement celle du 22 mars avec ses plusieurs centaines de milliers de manifestants à Paris. Mais ses attaques sont d'autant plus dangereuses qu'il est faible. Chirac et son gouvernement laissent les problèmes des capitalistes non complètement résolus ce qui pourrait inciter une fraction de la bourgeoisie à recourir à des

méthodes plus brutales et expéditives. Le Pen le comprend et s'offre comme candidat.

Les enjeux sont politiques. Le bilan de la grève combative de la SNCF est clair: la lutte syndicale "ordinaire" est insuffisante. Mais la réponse politique, habituelle, des réformistes et de leurs acolytes d'"extrême gauche" est de canaliser le mécontentement et la volonté de lutte des travailleurs sur le terrain strictement parlementaire, en l'occurrence les présidentielles de 1988. Le PS mise sur une coalition de collaboration de classes avec les politiciens bourgeois du "centre". Le PCF, en crise depuis sa participation au gouvernement de "gauche" antiouvrier et antisoviétique, est sans perspective. Sa direction est incapable de faire déboucher les démonstrations de force qu'elle organise sur la constitution d'un nouveau front populaire du fait que ses anciens "alliés" n'ont aucune envie de lui donner un nouveau souffle. Et malgré ses proclamations "anti-PS" et ses prétentions à "doubler à gauche" Marchais, Juquin a pour seule "perspective" une alliance avec les sociaux-démocrates au prix d'un abandon de toute référence à Moscou. Et alors que LO cherche à enfermer les travailleurs dans le cadre de luttes strictement économiques, la LCR n'attend que le feu vert de Juquin pour s'accrocher à son char, ce qui lui permettra de prendre enfin une place dans la cour mitterrandienne.

Lutter contre la régression sociale, que Chirac n'a fait que reprendre à la "gauche" en l'aggravant, exige une direction et un programme révolutionnaires. Toute lutte un tant soit peu sérieuse pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail pose

Et maintenant, le gouvernement vient de décréter qu'un père de famille immigré ayant un travail, une carte de séjour et cotisant à la Sécurité sociale ne pourra plus faire bénéficier sa femme et ses enfants de la moindre couverture sociale si ceux-ci sont en "situation irrégulière". L'"humanisme" de Mme Barzach et de ses collègues a de singulières limites, mais il est vrai que les chiraquiens n'ont pas innové, mais aggravent de façon arrogante les mesures anti-immigrés des précédents gouvernements Mitterrand.

Dans la France de 1987, aucun politicien bourgeois "responsable" ne s'aventure plus à prétendre que le droit à la santé pour tous puisse être garanti, même dans un avenir hypothétique. C'est là un signe particulièrement criant du pourrissement avancé du capitalisme français. Nous, marxistes, exigeons que tous, y compris les familles immigrées, bénéficient de services médicaux gratuits et de qualité. Nous réclamons la prise en charge complète des malades du SIDA aux frais de l'Etat.

Maladie non contagieuse par simple contact physique, le SIDA se transmet quasiexclusivement de trois manières: au cours de rapports sexuels (hétérosexuels ou homosexuels), par l'échange de seringues infectées entre toxicomanes, et par transfusion de sang ou de dérivés sanguins. Cette dernière forme de contamination est maintenant fortement réduite du fait de l'examen systématique du sang collecté pour détecter les anticorps produits par l'organisme humain mis en contact avec le virus du SIDA. Par ailleurs, le gouvernement vient enfin d'autoriser -- mais seulement à titre temporaire -- la vente sans ordonnance de seringues, une mesure élémentaire de prévention réclamée à cor et à cri par les médecins depuis des années.

En ce qui concerne la contamination par voie sexuelle, la seule mesure qui semble offrir une certaine protection reste jusqu'à présent l'utilisation de préservatifs masculins. En novembre dernier, le gouvernement s'est enfin résolu à abroger la loi réactionnaire qui interdisait la publicité pour les

Suite page 14

Pour contacter la LTF

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen M. Benoît
BP 817
76009 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86

Lyon M. Delalandre
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbaud, Fred Zerah.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie: ROTO-SUD 76300 Sotteville-les-Rouen. Commission paritaire: n° 59267 Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Vergès: l'antisémitisme sous couvert d'anticolonialisme

Barbie mérite la mort

De notre envoyée spéciale

Samedi 4 juillet, 0h40: Klaus Barbie, "réclusion criminelle à perpétuité". Barbie, déjà condamné deux fois à mort, a étouffé un baillement un peu après minuit, mais maintenant son avocat, Jacques Vergès, se précipite pour "réconforter" le bourreau fasciste dans le box. Vergès toise théâtralement les centaines de journalistes présents. L'audience à peine levée, le public, au fond de la salle, applaudit bruyamment.

Une des victimes de Barbie, M. Stourdze, qui a décrit à la barre de façon si pudique et si précise la souffrance des femmes déportées, n'a pas voulu être présent pour le verdict. Enfermé dans une minerve depuis son retour de Dachau et de Mauthausen, il s'est éloigné après l'audience de l'après-midi, appuyé sur ses cannes. *"Je ne suis pas là pour pardonner [...] Et, je pense que dans ce procès, les crimes ont été dénoncés. C'était cela l'important"* (le Progrès, 4 juillet). Ce verdict n'a assurément rien à voir avec une vengeance pour les victimes de Barbie. Combien de temps se passera-t-il avant que les autorités commencent à discuter de sa grâce?

A l'extérieur du palais de justice, où près d'un millier de personnes attendent depuis 21h30, l'annonce du verdict provoque seulement un murmure d'acquiescement. Les gens ne sont vraiment pas venus là pour applaudir la cour qui, pendant ce procès, a été si souvent impuissante et même ridicule. Plus tard, les vendeurs du *Bolchévik* présents dans la foule rapporteront que les gens passant en voiture sur le quai de la Saône criaient des choses comme "Ils ne lui ont pas encore coupé la tête?" En effet, Barbie mérite la mort.

Le gros de la foule attend toujours. Gens jeunes, très âgés, entre les deux. Juifs, sionistes ou non, Nord-Africains et Européens. Jeunes pro-Palestiniens. Familles lyonnaises. Membres du parti communiste. Touristes, certains venus exprès de Belfort ou de Belgique: *"Une de mes collègues avait été arrêtée à Lyon pendant la guerre. Elle est morte aujourd'hui. Je suis ici à sa place."* Deux jeunes ont engagé une discussion animée: *"Mais six millions de Juifs ont été tués par les nazis!" "Ecoute, je ne conteste pas ça, mais ça ne veut pas dire que l'Etat d'Israël a le droit..."*

01h00. La batterie de projecteurs de la télévision illumine les marches du palais de justice. Au milieu d'un groupe de journalistes et de flics descendant les marches, Vergès est reconnu. Alors, le climat bascule totalement. Vergès assène la thèse antisémite que le verdict n'est que l'oeuvre du "lobby juif": *"Israël va pouvoir pavoiser ce soir. [...] cette affaire viole le droit, blesse la France"* (le Monde, 5-6 juillet). Il refuse de passer par une porte dérobée que la police lui conseille d'emprunter. Maintenant, la foule gronde et siffle, des bruits incohérents, de la colère. "Ordure!", "Fasciste!" Et des centaines de gens, simultanément et spontanément, se précipitent sur lui. Vingt CRS en armes réussissent de justesse à l'entraîner dans une rue latérale. Les matraques surgissent, et plusieurs journalistes étrangers, ainsi que d'autres personnes, tâtent de la "dignité" de la France. Quant à Vergès, il est évacué quelque vingt minutes plus tard, sous la protection des forces de l'"ordre".

Le verdict populaire contre Vergès est rendu. Il s'avère que les gens décents n'aiment pas qu'on cherche à faire passer l'"anticolonialisme"

pour un troc de cadavres contre d'autres cadavres, de génocides contre des massacres. Dans le procès, le criminel c'est Barbie; mais Vergès a de la chance que la plupart des gens qui sont à l'extérieur du palais de justice vendredi soir n'aient pas encore lu dans les journaux ses propos de l'après-midi devant le tribunal. Par exemple: *"On vous a raconté, par exemple, que Barbie avait fait violer une femme par un chien. Mais c'est là une impossibilité. Ou alors, il a fallu que cette femme s'ouvre elle-même, incite elle-même le chien à cet acte"* (Ibid.) Et il a continué, emporté par une frénésie malade, s'attaquant en particulier aux femmes torturées par Barbie, Simone Kadosche, Lise Lesèvre et les autres.

Le genre de défense "politique" que Vergès avait l'intention de développer en faveur de Barbie est devenu clair la dernière fois que j'étais à Lyon, quand les témoins de la défense

ries le 1er juillet. Vergès évoque l'exécution par la Wehrmacht à Lyon de troupes sénégalaises de l'armée française et déplore que parce que ces victimes étaient noires, elles n'ont pas été mentionnées par les avocats de la partie civile quand ils ont parlé de la Résistance. Ensuite, il parle de Sétif. Alors que Paris fêtait la victoire des Alliés, les troupes françaises massacrèrent 45000 Algériens qui manifestaient pour l'indépendance.

Le collègue congolais de Vergès, Me Jean-Martin M'Bemba, parle avec dignité et captive sans effets de manche l'attention de l'assistance quand il évoque la mort de dizaines de milliers d'Africains dans la construction du chemin de fer Congo-océan en 1947. Mais pourquoi défend-il Barbie? Et pourquoi emploie-t-il sans cesse le mot "nègres" pour parler de lui et des autres Africains? Puis nous comprenons, accablés, quand il arrive à la honteuse conclusion de son intervention. Il décrit sa première rencontre avec Barbie à la prison Saint-Joseph: *"Je suis donc venu dans cette prison de Lyon et j'ai trouvé un homme qui, de ses*

crime sans pareil -- l'horreur ultime de la barbarie capitaliste --, mais dans la bouche des dirigeants sionistes cette constatation sert d'alibi, inséparable de leur conception qu'une vie israélienne vaut cent vies palestiniennes.

On est en droit d'être révolté quand, au tribunal de Lyon, le procureur Truche s'engage dans des "calculs" dignes des apologistes pro-hitlériens comme Faurisson pour minimiser le nombre de morts dans les camps de concentration français en Algérie. (Involontairement il a donné la mesure de "l'oeuvre civilisatrice de la France" dans ses colonies en arguant que beaucoup des enfants morts dans ces camps n'auraient pas survécu dans les douars.)

Un million d'Algériens ont été tués par le colonialisme français, et ce fait est occulté par la société française. Il suffit pour s'en persuader de se rappeler l'absence de réaction après la découverte du charnier de Khenchela en 1981 -- les restes de victimes des atrocités commises dans ce camp de légionnaires pendant la guerre d'Algérie. Cette occultation s'étend aux centaines de manifestants



AFP



Reuter

Déjà condamné deux fois à la peine capitale, Barbie (à gauche) mérite la mort. A droite, Jacques Vergès, le plus que douteux avocat de ce bourreau nazi.

sont venus à la barre. Parmi les cinq ou six témoins qui n'avaient pas refusé de témoigner, il y avait un "ancien" d'Algérie, qui voulait parler des tortures qu'il avait lui-même perpétrées là-bas; un nazi français non repent, qui s'était engagé dans les Waffen-SS après la défaite française; et un "historien" fortement douteux, Delauney, qui n'est diplômé de nulle part et dont l'"étude" sur la France de Vichy contient sur les Juifs en tout et pour tout une phrase. La lie de la terre. Les grandes lignes de la plaidoirie de Vergès étaient déjà évidentes: l'impérialisme français a trop de sang sur les mains pour juger Klaus Barbie. Mais dénoncer les crimes de la bourgeoisie française est une chose, s'en servir pour défendre un tortionnaire nazi et donner une tribune à des fascistes en est une autre -- perverse et sinistre.

Vergès n'est pas pour le *châtiment* de tous les bourreaux impérialistes; il est pour leur *libération*. Et il l'a même dit, à Alger: "Je ne suis pas contre l'amnistie [des tortionnaires français de la guerre d'Algérie], je suis pour l'égalité" (le Monde, 3 avril). Le "tiers-mondiste" Vergès défend celui qui, à la solde de l'impérialisme US, a été un trait d'union vivant entre les bourreaux SS et les escadrons de la mort latino-américains. Vergès a même tenté de nier les preuves du travail de tortionnaire que Barbie a accompli au service de la junte bolivienne! La défense commence ses plaidoi-

deux mains, a serré la mienne en me disant 'Merci, maître'. Ce geste-là au Noir que je suis, c'est un symbole et en un sens une victoire de l'humanité. Il a effacé le refus de Hitler de serrer la main, aux Jeux olympiques de Berlin en 1936, de Jesse Owens, le Noir américain vainqueur du 100 mètres" (le Monde, 3 juillet).

L'avocat algérien de la défense, Me Nabil Bouaïta, présente une liste très scolaire mais correcte des massacres génocides, depuis les aborigènes d'Australie jusqu'à ceux perpétrés par les Américains au Vietnam. Mais son attaque contre l'Etat d'Israël, et en particulier la mention du génocide perpétré par les Israéliens à Sabra et Chatila, est prise comme une provocation par les avocats sionistes de la partie civile -- ce que voulait Vergès. Me Zaoui, de la Fédération des sociétés juives de France, réclame une suspension d'audience, déclarant qu'il est inadmissible de critiquer l'Etat d'Israël. Et là, nous revenons à cet aspect du procès Barbie qui a beaucoup plus à voir avec la politique contemporaine qu'avec le procès "pour mémoire". Car si, objectivement, le procès Barbie a abondamment montré que les victimes potentielles du fascisme doivent s'unir, les dirigeants des différentes communautés qui sont la cible des fascistes d'aujourd'hui -- en particulier les Nord-Africains et les Juifs -- ont tout fait pour exacerber les antagonismes, et c'est criminel. L'holocauste est bien un

pro-FLN massacrés dans les rues de Paris le 17 octobre 1961.

Le journal algérien *Algérie-Actualités* (dont Bouaïta est un des rédacteurs), attaque le procès Barbie comme une oeuvre du "lobby juif" qui ne servirait qu'à faire "de la publicité aux sionistes". "Ce procès nous insupporte parce qu'il est essentiellement centré sur les juifs", écrit Karim Belkacem, directeur de ce journal (*Libération*, 16 juin). Les nazis ont effectivement exterminé six millions de Juifs; la simple évocation de ce fait donne-t-elle raison à l'Etat sioniste raciste?

Bien sûr que non, même si l'holocauste nazi sert d'alibi aux sionistes. *Algérie-Actualités* fait un sinistre amalgame entre les Juifs, la population d'Israël et les criminels de l'Etat sioniste. Cela ne diffère guère des appels de cette radio "Haine sacrée" qui émettait vers la Tunisie en 1985 de la propagande antisémite: *"[...] les juifs sont les juifs partout où ils se trouvent [...]. N'hésitez plus, détruisez-les comme on détruit des microbes"* (*Libération*, 11 avril 1985).

Ceci n'a strictement rien à voir avec une quelconque lutte contre le sionisme; c'est de l'antisémitisme, la haine du Juif en soi. L'intégrisme islamique en fait une arme privilégiée: à la Foire du livre de Francfort, les mollahs iraniens vendaient les *Protocoles des Sages de Sion*, faux antisémite de la police tsariste et prototype du mythe du "lobby juif".

Liberté pour Mordechaï Vanunu !

Mordechaï Vanunu est ce technicien nucléaire israélien, âgé de 32 ans, dont les révélations spectaculaires sur les 100 à 200 bombes de la force nucléaire de l'Etat sioniste ont été publiées par le *Sunday Times* de Londres en octobre dernier. (Nos camarades américains ont évoqué pour la première fois l'affaire Vanunu dans leur article "Zionist Madmen Target Russia", *Workers Vanguard* n°416, 21 novembre 1986, voir aussi le *Bolchévick* n°70, février.) Les travailleurs, et en fait l'humanité tout entière, ont une immense dette envers Vanunu pour son acte courageux. Or cet homme héroïque croupit dans une prison israélienne où il est maintenu en isolement, sous l'étroite surveillance du Shin-Bet, la sinistre police secrète sioniste qui est un hybride du FBI et de la Gestapo. Dans la forteresse sioniste, la "sécurité" et les agents de la brutale police secrète qui la font respecter sont intouchables. Ce qui souligne le caractère inhabituel du jugement rendu le 24 mai par la cour suprême israélienne en faveur d'un officier musulman circassien dont elle a reconnu qu'il avait été torturé et injustement condamné pour espionnage et trahison et dont elle a ordonné la libération immédiate. Vanunu est accusé d'avoir révélé des secrets d'Etat, d'"espionnage aggravé" et d'intelligence avec l'ennemi en temps de guerre, accusations qui font encourir la peine de mort.

Vanunu a été employé pendant près de dix ans au centre nucléaire israélien de Dimona. Son "crime" contre la "sécurité nationale"? Il a été la source d'un article de première page du *Sunday Times* de Londres (5 octobre) intitulé: "Révélations: les secrets de l'arsenal nucléaire israélien." Ce que ces révélations avaient d'explosif n'était pas tant qu'Israël a la bombe -- ce qui n'est plus qu'un secret de Polichinelle -- mais plutôt que la production de plutonium, à Dimona, se montait à 40 kg par an, un chiffre bien supérieur à toutes les estimations antérieures. Cela signifie qu'"au moins 100 et jusqu'à 200 armes nucléaires de diverses puissances ont été assemblées" par Israël.

Deux cents armes nucléaires? Cela voudrait dire que le petit Etat d'Israël est la sixième puissance nucléaire du monde après les USA, l'URSS, la France, la Grande-Bretagne et la Chine. Cet article donnait aussi toutes indications qu'Israël posséderait des bombes H. Qu'est-ce que les sionistes ont l'intention de faire de cet arsenal? Avec une dizaine de bombes A, on peut anéantir toutes les capitales arabes et incinérer tous leurs habitants. 200 têtes nucléaires signifient que les bellicistes de Tel-Aviv et de Jérusalem ont en vue une cible bien plus importante: l'URSS. Est-ce une opération conjointe avec Washington pour se préparer à bombarder les Soviétiques? Ou est-ce que les Israéliens se préparent

Il risque la peine de mort pour avoir dit la vérité : Israël a la bombe !



Jérusalem, novembre 1986: Mordechaï Vanunu, le courageux technicien nucléaire israélien, fait passer à travers la vitre d'une voiture de police un message aux journalistes affirmant qu'il a été kidnappé à Rome par des agents israéliens.

à agir seuls?

Kidnapé à Rome en septembre dernier par le Mossad, Vanunu a été amené clandestinement en Israël où il a été placé au secret. Ce sont seulement les protestations de sa famille et de ses amis qui l'ont empêché d'être éventuellement "disparu" dans les geôles du Shin-Bet. Même après une grève de la faim de 33 jours, Vanunu est encore privé même des droits les plus élémentaires accordés aux prisonniers. La procédure judiciaire intentée contre lui est menée à huis clos, en vertu des règlements de sécurité draconiens d'Israël.

Dans l'Etat sioniste, particulièrement chauvin et gouverné par l'alliance "travailleuse"-Likoud qui embrasse toute la palette du sionisme et qui est actuellement dirigée par Itzhak Shamir, terroriste et assassin notoire, le gouvernement a orchestré une campagne visant à salir Vanunu. Mais la société israélienne est profondément polarisée. Les Arabes palestiniens, victimes d'une oppression brutale, représentent plus de 20% de la population à l'intérieur d'Israël, et 1,2 millions d'autres vivent sous la botte dans les territoires occupés. Et même à l'intérieur de la majorité de langue hébraïque, il existe de profondes divisions entre les Juifs ashkénases (européens) relativement privilégiés et les Juifs sépharades ou "orientaux" qui, comme Vanunu,

né au Maroc, vient d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Bien que les Sépharades constituent la base de masse de la droite sioniste et des partis religieux, la discrimination dont ils souffrent peut aussi produire un Vanunu. La polarisation de la société israélienne s'est profondément accrue après le blitzkrieg sioniste au Liban et les abominables massacres de milliers de Palestiniens sans défense à Sabra et Chatila, qui ont provoqué chez les uns un enthousiasme psychopathe et chez les autres une profonde révolte.

Dans une introduction à un dossier récent d'articles sur Vanunu traduits de la presse israélienne, l'éminent défenseur des libertés israélien Israël Shahak note que Vanunu n'a pas seulement révélé la dimension de l'arsenal nucléaire sioniste mais aussi "le changement d'état d'esprit chez une partie importante de la jeune génération juive [...]. Non seulement dans le meilleur de la presse, mais aussi chez le grand public, y compris les Juifs orientaux, on peut voir beaucoup de sympathie et de compréhension pour Vanunu, ses motivations, son courage et même son acte" [souligné dans l'original].

On a pu constater un autre exemple de ce changement d'attitude avec la réaction à l'annonce par le gouvernement Shamir d'une hausse de 50% des droits universitaires pour les étudiants arabes, hausse destinée

à financer une réduction des droits pour les Juifs. Cette tentative d'éteindre les discriminations antiarabes iniques aux universités a provoqué les plus importantes manifestations binationales dans l'histoire d'Israël. En mai, des milliers d'étudiants arabes et de langue hébraïque ont manifesté ensemble sur les mots d'ordre: "A bas une société raciste!" et "Halte à la politique d'apartheid!" Il ne fait pas de doute que le geste courageux de Vanunu a été un exemple pour cette minorité de langue hébraïque, petite mais néanmoins significative, qui remet en cause le militarisme et le racisme croissants de l'Etat sioniste.

Comme *Workers Vanguard*, le journal de nos camarades américains, l'a signalé dans de précédents articles, l'importance de la force de frappe nucléaire israélienne signifie que les fous furieux sionistes ont plus que les capitales arabes dans leur collimateur. Ils ont une cible bien plus grande en tête: l'Union soviétique. Le Dr. Ernesto Kahan, président du Comité israélien pour prévenir une guerre nucléaire, déclarait au *Boston Globe* du 4 février: "La nucléarisation du Moyen-Orient concerne le monde entier, parce que si la guerre nucléaire commence ici, nous sauterons tous."

Vanunu a agi pour la cause de l'humanité. Aujourd'hui, la classe ouvrière internationale doit défendre sa cause. Des messages de soutien à Vanunu sont arrivés de Nouvelle-Zélande, d'Australie, du Canada et de Grande-Bretagne. Mais aux Etats-Unis, chez le quartier-maître de la machine de mort nucléaire d'Israël, le seul effort organisé en faveur de Vanunu a été la bataille acharnée de son amie américaine Judy Zimmet. Dans le but de chercher à élargir cet effort pour en faire une campagne internationale de protestation centrée sur la puissance du mouvement ouvrier organisé, nous sommes heureux de reproduire ici une interview de Zimmet réalisée par Reuben Shiffman pour *Workers Vanguard* et le Partisan Defense Committee. Nous appelons nos lecteurs à soulever cette question dans leurs syndicats, leurs associations pour les droits civiques et les libertés. Salut à Mordechaï Vanunu -- Faites de sa liberté votre combat! Envoyer les dons à: Mordechaï Vanunu Legal Defense Fund, P.O. Box 45005, Somerville, MA 02145, USA.



Photographies de la fabrique souterraine israélienne de bombes nucléaires, dans le désert du Néguev, publiées par le *Sunday Times* de Londres le 5 octobre 1986.

Sunday Times (Londres)

Interview de Judy Zimmet

"Il l'a fait pour l'humanité et au nom de la paix"

WV: Judy, pouvez-vous me parler un peu du passé de Mordechaï Vanunu, surtout en ce qui concerne son action particulièrement courageuse qui a révélé au monde l'ampleur de la machine de mort d'Israël?

Zimmet: Motti est né à Marrakech, au Maroc. Il a cinq frères et sœurs. En 1963, ses parents et sa famille ont quitté le Maroc pour Israël, et ils ont été obligés de s'établir à Beersheba. Ils voulaient s'installer ailleurs, mais d'après des articles et les déclarations de la famille, ils ont été ramenés par la force à Beersheba.

WV: Qu'est-ce que Beersheba a de particulier?

Zimmet: Beersheba est la quatrième ville d'Israël, mais en réalité il s'agit d'une grande cité pour immigrants. On a simplement installé là des immigrants venus du Maroc, d'Irak, d'Iran, d'Inde, et plus récemment les Russes. L'atmosphère est très différente de si vous allez à Haïfa, à Jérusalem ou à Tel-Aviv. Je me souviens que Motti me disait que son père était venu en Israël parce que la vie était dure à Marrakech, qu'il y avait des sentiments anti-Israéliens. On lui avait promis le pays où coulent le lait et le miel, mais quand il est arrivé, les choses étaient bien différentes. Motti se rappelait très bien avoir vu son père s'effondrer et pleurer devant sa famille, c'est un souvenir qui l'a beaucoup marqué.

Je crois que son père a été comme écrasé par la société israélienne et ce à quoi il a été confronté là-bas. Au Maroc, ils avaient un commerce et je pense qu'ils étaient considérés comme faisant partie de la classe moyenne. Mais leur situation s'est beaucoup détériorée, et je me souviens avoir vu son père dans une petite échoppe, vendant des articles religieux. Je sais que ces ventes ne pouvaient pas rapporter beaucoup. Je sais que c'est un homme profondément religieux, et qu'il était aussi considéré comme un rabbin et qu'il était responsable d'une des assemblées de fidèles près de leur domicile.

Donc, ils ont vécu très simplement. Trois des filles sont extrêmement religieuses. Aucun des garçons ne l'est. Ils sont traditionnels et ils restent en contact avec leurs parents à des degrés divers. Motti a été éduqué à la yeshiva [institution religieuse juive]. Je me rappelle qu'il disait que quand il était plus jeune quelque chose en lui remettait en question la religion et son éducation. Je pense que quelque chose s'est

passé à la yeshiva qui l'a fait s'éloigner de la foi juive, de la pratique religieuse. Mais je pense qu'il était toujours à la recherche de réponses spirituelles. Et ensuite il a fait son service militaire, et d'après ce que j'ai compris il a été promu sergent-chef et il était un sapeur confirmé.

Après ça, il a entrepris des études et il a commencé à travailler à KMG (Kirya Mahakar Garin, le centre de recherche nucléaire du Néguev) qui est la centrale nucléaire de Dimona. Là, il a reçu une formation de technicien. Pendant qu'il travaillait à Dimona, après quelques années, il a entrepris des études à l'université Ben-Gourion à Beersheba. Il a obtenu deux licences, une en géographie et une en philosophie. Peu de temps après, il a commencé une maîtrise de philosophie. Il se posait beaucoup, beaucoup de questions, il était profondément préoccupé par la nature de la manière dont allait le monde. Je pense qu'au cours de ses études il a été en contact avec des idées autres que la foi juive. Et je pense qu'il a remis en question beaucoup de choses concernant la religion et la spiritualité.

Pour ce qui est de la politique, il a joué un rôle actif pour aider les étudiants palestiniens. Il avait beaucoup d'amis qui étaient des bédouins et des Palestiniens du Nord. Il était délégué au conseil étudiant, et sa plate-forme électorale a été de faire campagne pour leurs droits. On m'a dit qu'il avait joué un rôle déterminant pour aider ces étudiants à être admis sur un pied d'égalité à la cité universitaire de Ben-Gourion, et qu'il a participé à de nombreuses actions de protestation contre la guerre du Liban et pour l'égalité des droits pour les Palestiniens. C'est quelqu'un qui savait écouter et beaucoup d'étudiants venaient le voir avec leurs problèmes, et il essayait de les aider comme il le pouvait. Il croyait beaucoup à l'égalité et à l'égalité des droits.

Il est devenu progressivement plus à gauche, plus libéral. Il est possible qu'il ait été membre du Mapam [gauche sioniste], et ensuite, avant qu'il parte, je sais qu'il assistait à des réunions du Rakah qui est un des partis communistes en Israël. Et juste avant son départ en novembre, il est devenu membre stagiaire du Rakah.

Ensuite, il a quitté Israël le 19 janvier 1986. Et il a déclaré qu'il faisait cela en soutien aux étudiants bédouins et palestiniens qu'il essayait d'aider. Je sais qu'il était en train de chercher quelque chose. Nous avons maintenu une correspondance, et il a dit que quand il était en Asie du Sud-Est, je crois en Thaïlande ou au Népal, il était allé dans un monastère bouddhiste et qu'il y était resté plusieurs jours, et qu'il sentait que ce n'était pas la direction qu'il voulait prendre. Puis, il est allé en Australie, et peu de temps après il est allé dans une église anglicane et il a fait la connaissance du révérend John McKnight. Il se sentait très à l'aise avec le révérend et aussi avec la communauté là-bas, et il a senti que le christianisme et l'Eglise anglicane étaient la voie qu'il voulait suivre. Il s'est converti à cette foi et il est maintenant chrétien pratiquant. Il se considère comme un homme de paix, et considère que ce qu'il a fait, il l'a fait pour l'humanité et au nom de la paix.

WV: Maintenant, puis-je vous demander de parler un peu de vous, et de comment vous avez rencontré Mordéchaï. Je suis sûr que cela intéressera nos lecteurs.

Zimmet: Eh bien, je suis originaire de New York, j'ai grandi dans un quartier juif, Kew Gardens Hills, Flushing, et c'est là que je suis allée

Judy Zimmet et Mordechaï Vanunu en janvier 1986 visitant des ruines au sud de Beersheba, en Israël.



au collège. Beaucoup de mes professeurs étaient libéraux. En particulier, l'un d'eux avait été ouvertement communiste, et il faisait des cours qui avaient vraiment un contenu social. Nous ne discutons pas vraiment de littérature en elle-même, mais davantage des questions qui y étaient abordées; il y avait des textes de Jack London et d'autres écrivains, comme cet adolescent noir qui avait écrit sa propre histoire.

J'ai fait ensuite des études d'infirmière, et j'ai aussi un diplôme de biologie. Ensuite, j'ai suivi une formation complémentaire de sage-femme. J'ai fait partie du National Health Service Corps aux Etats-Unis. J'ai travaillé dans un hôpital urbain à Boston, puis j'ai travaillé avec des travailleurs immigrés mexicains et avec des vieux croyants russes dans l'Oregon. J'avais aussi travaillé auparavant à d'autres endroits, principalement dans des institutions gouvernementales, travaillant avec des populations sous-assistées et indigentes. A ce moment, je suis allée en Israël en espérant aider les miens dans

soirée qu'ils donnaient pour leur départ. Motti a parlé des activités qu'il avait à l'université, et j'ai parlé de mes soucis pour le travail à l'hôpital et des choses que j'avais vues concernant le traitement des bédouins et des autres patients, là où je pensais que leurs droits n'étaient pas respectés. De là, les choses ont avancé, et finalement il est venu vivre chez moi et nous nous sommes retrouvés ensemble. Ensuite il a quitté Israël, le 19 janvier, pour voyager et pour envisager une vie hors d'Israël où il pourrait vivre loin de la politique et en paix. Je voulais rester avec lui, nous avons maintenu une correspondance et nous envisagions de nous retrouver dans l'avenir.

WV: Quand donc avez-vous quitté Israël?

Zimmet: J'ai personnellement quitté Israël le 9 juillet 1986. Motti m'a appelée le week-end de Labor Day et m'a dit que ses plans en Australie étaient changés et qu'il partirait plus tôt qu'il ne l'avait prévu. Peu après, son frère Meir, qui vivait à Somerville, près de là où j'habitais,



Jérusalem, 18 mai — Sous le mot d'ordre "Halte à la politique d'apartheid!", des étudiants arabes et juifs de l'université hébraïque protestent ensemble contre la politique raciste antiarabe sur les droits universitaires.

un endroit qui serait aussi sous-assisté. Beersheba correspondait à cela, ils ont désespérément besoin de sages-femmes là-bas.

WV: Quand était-ce?

Zimmet: Je suis allée en Israël en 1984. Ensuite j'ai commencé à travailler à l'hôpital Soroka en 1985, et je suis restée là-bas pendant un petit peu plus d'un an. La population là-bas est bédouine à environ 40%, la plupart parle arabe et n'a pas reçu beaucoup d'éducation.

J'avais des amis qui ont organisé une rencontre avec Motti, connaissant nos situations sociales respectives, j'ai été d'accord et lui aussi, et nous sommes allés, ironiquement, à une

a reçu un aérogramme disant que Motti s'apprêtait à aller à Londres pour révéler ce qu'il savait sur le travail qu'il avait fait. Il estimait qu'il devait le faire pour des raisons politiques; il savait que des membres de sa famille pourraient en pâtir. La première chose que j'ai su ensuite c'est qu'on m'a dit qu'aux informations on disait qu'il y avait à Londres un Israélien qui donnait des informations sur le potentiel nucléaire israélien. C'est un de mes amis qui m'a raconté cela, je me suis précipitée à la bibliothèque pour corroborer les faits, et ça désignait Motti.

Le jour même j'ai pris l'avion

Suite page 6



Vanunu en 1985, dans une manifestation pour les droits des Palestiniens à l'université Ben-Gourion de Beersheba. Sur le panneau: "Israël-Palestine. Deux Etats pour deux peuples."

Mordechaï Vanunu...

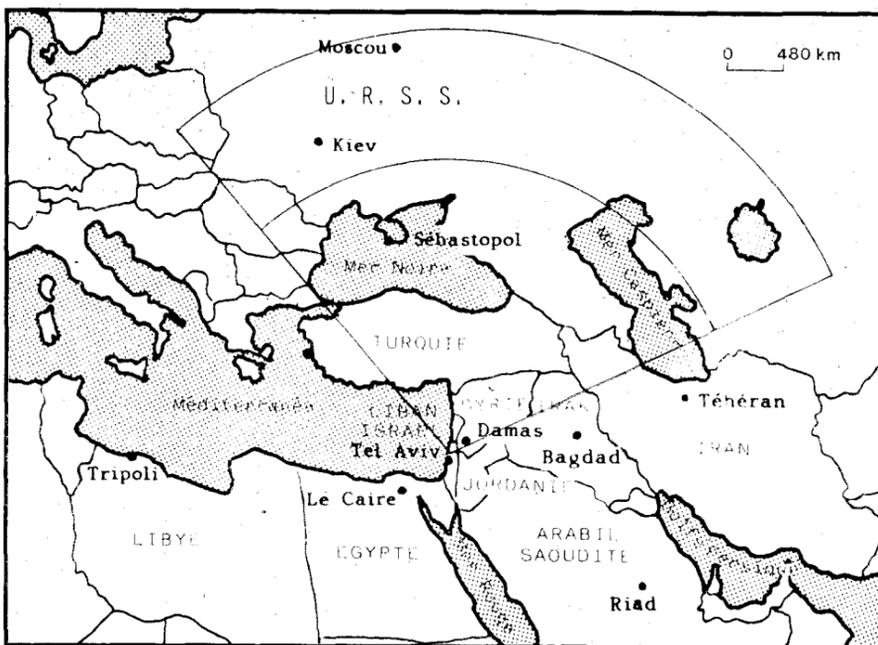
Suite de la page 5

pour Londres pour le retrouver, pensant et sachant qu'il serait d'une manière ou d'une autre en danger. Donc, j'ai rencontré des journalistes du *Sunday Times* et plus tard j'ai appris la conversion de Motti, et aussi que le révérend John McKnight allait arriver. A ce moment, j'ai découvert que les journalistes ne savaient vraiment pas où était Motti. On l'avait vu sortir de son hôtel le 30 septembre. Ils avaient eu quelques contacts avec lui afin de lui dire que son récit serait publié le 5 octobre, et ensuite ils n'eurent plus aucun contact. Il avait dit qu'il voulait quitter Londres et juste faire le tour de l'Angleterre afin de se retrouver, et ils n'étaient pas sûrs s'il avait quitté le pays ou s'il était toujours en Angleterre, ou si quelqu'un l'avait kidnappé, ou s'il était vivant ou mort.

Une semaine après mon arrivée, je suis retournée aux Etats-Unis et j'ai alors reçu un coup de téléphone disant que Reuter avait annoncé que Motti avait été enlevé par le Mossad, qu'une femme agent du Mossad l'avait attiré hors d'Angleterre en Méditerranée, où il avait été emmené sur un yacht et ensuite arrêté dans les eaux internationales. Le révérend McKnight était toujours à Londres où il essayait de corroborer ces informations et de décider si cela valait la peine pour lui d'aller en Israël et d'essayer de le retrouver. Je crois qu'il a trouvé suffisamment de preuves que Motti était en Israël. Ensuite on a annoncé qu'il donnait des conférences de presse pour déclarer qu'il avait des preuves concluantes que Motti était en Israël, que des journalistes lui avaient donné des informations et qu'on lui avait montré des documents du tribunal comme quoi Motti avait été inculpé.

Ensuite Meir et moi avons parlé au *Boston Globe*. A ce moment-là, il y avait un black-out sur les informations en Israël. On bloquait la publication de quoi que ce soit en rapport avec Motti. Mais si certaines informations venaient de l'extérieur, on pourrait les traduire et les mentionner dans la presse israélienne. Donc quand l'article du *Boston Globe* est paru, je pense qu'il a été largement rendu public en Israël. Ensuite la censure a été levée, et quelques jours plus tard Israël a reconnu qu'il détenait Motti, qu'il était en prison et qu'il avait accès à un avocat.

Quand la censure a été levée, les reporters israéliens ont parlé de "Vanunomanie". Tous ces amis sont venus faire de Motti un portrait en des termes qui constituent je crois de la diffamation calomnieuse. Il a été traité d'homosexuel, d'impuisant, de vénal, de loser. Je pense que la plupart des gens sont d'accord qu'il s'agissait d'une campagne de calomnies dans les médias, à l'instigation du gouvernement israélien, du Mossad, pour essayer de créer en Israël une atmosphère émotionnelle, de sorte que les gens soient contre lui. Et je pense que dans une certaine mesure ça a été efficace. Bien sûr, ça a été repris par les agences de presse et par le *New York Times*, qui l'ont traité de traître et d'espion. Tout cela a été fait avant son procès. Donc le gouvernement israélien s'est



Les sionistes ont l'URSS pour cible: le nouveau chasseur-bombardier Lavi pourrait porter des bombes nucléaires sur le quartier général de la flotte soviétique de la mer Noire à Sébastopol. Avec ravitaillement en vol, il pourra atteindre Moscou. La révélation par Vanunu de l'existence de 100 à 200 bombes nucléaires israéliennes jette la lumière sur les plans d'apocalypse des sionistes.

employé à peser sur le fléau de la justice. Dans une certaine mesure, j'estime que le procès de Motti a déjà été fait, qu'il a déjà été condamné par la presse israélienne et par le public israélien.

WV: Etes-vous jamais revenue en Israël et l'avez-vous revu?

Zimmet: Je suis revenue en Israël. On m'a dit aux environs de Noël que j'avais l'autorisation de lui rendre visite. Ensuite il a écrit sur sa main comment il avait été kidnappé et emmené en Israël. Puis on m'a dit qu'on l'avait privé de ses droits; ils lui ont retiré ses livres, son walkman, ses droits de visite. Je voulais vraiment le voir. A ce moment il avait aussi commencé une grève de la faim. Il communiquait par l'intermédiaire de son frère Asher qui était revenu de Hollande. Ensuite Asher a parlé à Meir qui était à Somerville, il lui a dit qu'il voulait vraiment me voir, qu'il avait quelque chose d'important à me dire.

Donc fin décembre je suis allée en Israël, et j'ai rencontré son avocat, qui était alors Amnon Zichroni. On m'a dit que le Shin-Bet n'autoriserait pas une entrevue. Et Amnon essaierait de négocier avec eux, il était censé avoir des rapports très spéciaux avec eux. On m'a dit que je ne pouvais pas rencontrer le Shin-Bet, qu'il n'existait pas. Donc je devais négocier par l'intermédiaire d'Amnon Zichroni.

Donc il est venu avec un plan, d'après lequel il y aurait une entrevue à laquelle il assisterait avec Romi Lisschitz, le directeur de la prison, que Motti avait donné sa parole qu'il n'essaierait pas de transmettre quoi que ce soit, et que je promettais de ne divulguer aucune information qu'ils ne voulaient pas que je divulgue. Néanmoins, quand on en est venu à la question de la sécurité et du Shin-Bet, ils ont refusé. Amnon a décidé de faire appel, et cet appel a suivi son cours. Ensuite on m'a dit que la prison était en train d'être préparée pour des raisons de sécurité. Puis on m'a dit qu'une entrevue avait été arrangée. Donc, un beau jour, Amnon et moi sommes allés à la prison. Je pensais que l'entrevue serait une entrevue normale et néanmoins il y avait des indications du

contraire. Quand je suis allée à la prison avec Amnon, nous avons rencontré Romi Lisschitz et on m'a dit que la sécurité nous autoriserait seulement à nous rencontrer derrière une vitre, une fenêtre qui ne laisserait pas passer les sons, et que nous pourrions seulement écrire des lettres. On m'a dit que quelques minutes avant mon arrivée, Motti avait refusé les conditions de cette entrevue. Et j'ai aussi refusé les conditions de cette entrevue.

J'ai quitté la prison avec Amnon



Bruttman/Jerusalem Post

Des personnalités de gauche et libérales rencontrent une délégation de l'OLP en Roumanie. Quatre de ces Israéliens ont par la suite été arrêtés en vertu des lois "antiterroristes", y compris Yael Lotan, qui est à la tête du Comité pour un procès public pour Mordechaï Vanunu.

en espérant que le tribunal pourrait comprendre la situation et prendre une décision humaine. Le tribunal s'est réuni et on m'a dit qu'il reportait sa décision d'une semaine. Amnon, à ce moment, a suggéré que ce n'était pas la peine pour moi de rester. Quand je fus revenue aux Etats-Unis, on m'a dit que les tribunaux avaient décidé que nous ne pourrions pas nous voir et parler.

WV: Ces choses sont tellement scandaleuses. Cet homme ne devrait pas être en prison, c'est un héros. Même Winnie Mandela peut voir Nelson Mandela, même en Afrique du Sud!

Zimmet: L'emprisonnement de Motti est illégal et contraire à la loi, et il devrait être libéré. Motti a été kidnappé et emmené en Israël contre sa volonté. C'est une violation de la loi internationale.

WV: De quoi exactement est-il accusé?
Zimmet: Les chefs d'accusation sont trahison, espionnage et livraison de secrets à une puissance ennemie en temps de guerre. Son avocat actuel est Avigdor Feldman.

WV: Le procès a-t-il commencé?
Zimmet: Je pense qu'il y a eu des audiences de procédure. J'ai parlé avec Avigdor et ils ont réclamé un report. La décision officielle n'a pas encore été prise, mais ils pensent

que le procès va commencer le 15 septembre.

WV: D'ici là, il va être détenu dans cette prison?

Zimmet: C'est exact. Et il est aussi placé en isolement. Il n'a que deux heures par jour où il peut se promener avec un gardien, et il ne peut parler à personne. Donc il est maintenu dans les conditions inhumaines actuelles. Les membres de sa famille sont autorisés à lui rendre visite, une demi-heure par semaine, et seulement un maximum de trois membres de sa famille peuvent lui rendre visite. Ils doivent aussi le voir derrière une vitre, mais ils peuvent lui parler. Mais c'est très difficile parce qu'en dehors de ça il est maintenu en isolement.

WV: Permettez-moi d'en venir à la question d'un soutien plus large. Commençons par Israël même, y a-t-il des organisations de défense ou des individus qui ont, d'une manière ou d'une autre, essayé de protester contre cette situation? Je voudrais aussi que vous parliez du rôle de Michel Warshawsky, parce que je pense qu'il a par la suite été inquiété pour son soutien à Vanunu.

Zimmet: Pour ce qui est d'Israël, au début beaucoup de gens de gauche ont défendu la cause de Motti. L'Alternative Center for Information et Michel Warshawsky ont joué un rôle important en faisant circuler une pétition très bien formulée qui réclame qu'on rétablisse Motti dans ses droits, et qui réclame aussi un débat ouvert sur la question nucléaire en Israël. Il y avait au début je crois 75 signataires, juifs et arabes, et plus tard 100 personnes ont signé. Ces gens ont protesté ouvertement contre la situation de Motti, et cette manifestation a été dispersée. Peu après, ironiquement, le Center for Alternative Information a été fermé sur



Bruttman/Jerusalem Post

Des personnalités de gauche et libérales rencontrent une délégation de l'OLP en Roumanie. Quatre de ces Israéliens ont par la suite été arrêtés en vertu des lois "antiterroristes", y compris Yael Lotan, qui est à la tête du Comité pour un procès public pour Mordechaï Vanunu.

des accusations montées de toutes pièces, comme quoi ils étaient affiliés à des organisations terroristes, participaient à des activités terroristes, et beaucoup de gens pensent que c'est à cause de leur soutien non dissimulé à Motti.

Il semble y avoir en ce moment précis, en Israël, une vague, une attaque contre les questions de gauche, libérales, des libertés, et contre les gens qui les soutiennent. Donc il est sorti de ça la création d'une organisation appelée le Comité pour un procès public pour Mordechaï Vanunu. Et le 5 mars, Meir, Asher et d'autres gens de gauche ont annoncé la création de ce comité. Et Yael Lotan, qui ironiquement est un de ceux qui ont été inculpés pour avoir discuté avec l'OLP en Roumanie, est à la tête de ce comité.

WV: Ce qui était étonnant, nouveau, très important et très inquiétant dans les révélations de Vanunu, c'est l'ampleur de l'arsenal nucléaire israélien, de la machine de mort qu'Israël a créée, et qui est bien plus formidable que ce qui serait nécessaire pour bombarder les capitales de tous les pays arabes de la région. La seule explication pour un arsenal nucléaire aussi important serait s'il était utilisé contre un autre ennemi, en particulier

Suite page 10

LE BOLCHEVIK

L'Etat français ne peut pas venger ses victimes

Procès Barbie: le retour de l'enfer

Abonnez-vous!

30F pour 10 numéros
- incluant Spartacist -
Hors Europe: 40F (avion 60F)
Etranger: mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

Ecrire au Bolchévique: B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

Offensive sanglante contre les Tamouls

L'armée sri-lankaise assiège Jaffna

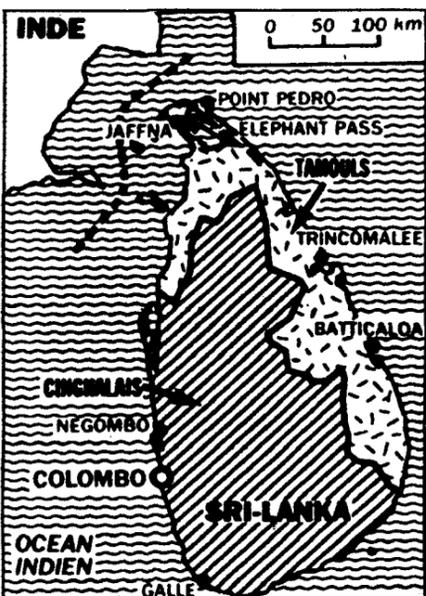
Le 4 juin dernier, l'armée de l'air indienne parachutait des vivres sur les zones tamoules assiégées par l'armée sri-lankaise à la pointe nord de l'île. Par cet acte spectaculaire, le gouvernement indien affirme sa suzeraineté sur Sri-Lanka, pose la possibilité d'une invasion du nord de l'île et fait savoir au président J.R. Jayewardene qu'il devra désormais tenir compte des diktats de New-Delhi quant aux zones tamoules ou s'exposer à des mesures militaires plus décisives.

L'intervention de Rajiv Gandhi provoque pas mal d'illusions parmi les Tamouls en particulier dans l'exil. Pourtant, même si, à court terme, une invasion indienne soulagerait les souffrances de la population tamoule en mettant fin aux assauts meurtriers de l'armée sri-lankaise, de telles illusions dans la classe dirigeante indienne sont très dangereuses. Il est à noter que le geste de Gandhi n'est intervenu qu'après l'avance significative des troupes de Colombo dans les zones contrôlées par les Tamouls et le massacre de centaines de civils. Et pour se faire une idée du type de "libération" que pourrait à long terme apporter l'armée indienne, il suffit de regarder la façon dont se comportent Gandhi et les capitalistes en Inde. Dans le cas d'une invasion, les communistes doivent se tenir sur une position de défaitisme révolutionnaire vis-à-vis des régimes sanglants de Sri-Lanka et d'Inde.

Une intervention indienne limitée au Nord pourrait bien avoir des répercussions terrifiantes pour les Tamouls du reste de l'île. Les communalistes cinghalais, impuissants devant la force indienne et terrifiés par ses conséquences, pourraient bien tourner leur frénésie chauvine contre les Tamouls dans le Sud et surtout contre les travailleurs des plantations de thé, les "Tamouls indiens", particulièrement vulnérables parce qu'ils sont abandonnés par presque toute la gauche cinghalaise et les organisations tamoules dominantes. Déjà en 1985, Jayewardene avait déclaré que si l'armée indienne envahissait l'île c'en serait fini des Tamouls dans le Sud.

L'ARMEE SRI-LANKAISE A LA RECONQUETE DU NORD

Depuis 1983, il existe une partition de facto de l'île. Cette année-là, des centaines de milliers de Tamouls furent forcés de fuir les pogromes organisés par des éléments de l'United National Party de Jayewardene.



Libération

Des milliers de Tamouls ont péri dans ces pogromes. Les autres ont abandonné les restes fumants de leur habitation et se sont réfugiés dans les provinces du Nord et de l'Est ou en Inde. Le Liberation Tigers of Tamil Eelam, le plus grand groupe

nationaliste tamoul, s'est assuré le contrôle de la péninsule de Jaffna et d'une partie du Nord. Les provinces de l'Est où vivent des Tamouls, des Cinghalais et des musulmans sont devenues des territoires disputés. Il y a, dans cette zone, le port stratégique de Trincomalee.

La vague d'attaques terroristes indiscriminées qui a ensanglanté le mois d'avril et que le gouvernement attribue aux groupes nationalistes



Economist

L'armée sri-lankaise rafle de jeunes Tamouls dans la péninsule de Jaffna.

tamouls a fait des centaines de morts principalement des civils cinghalais. Le régime de Colombo, soumis à la pression des éléments "durs", a choisi la solution militaire. Le 26 mai, après une attaque préparatoire par mer et par air qui a fait des centaines de morts, l'armée a fait mouvement pour s'assurer le contrôle de zones clés. Des avions ont lâché des tracts appelant la population à se rassembler dans les deux heures, dans les temples, écoles et églises indiqués. Cela n'a pas empêché l'armée de bombarder ces "abris".

Les forces gouvernementales affirment avoir regagné le contrôle d'un cinquième de la péninsule de Jaffna y compris les ports de Point Pedro et de Valvedditurai coupant ainsi les guérilleros de leurs lignes de communication et de repli avec l'Inde du Sud. Les journalistes occidentaux admis à Valvedditurai font état de destructions massives. Dès qu'elle a occupé le terrain, l'armée a rafilé tous les hommes en-dessous d'un certain âge. 4000 d'entre eux ont été envoyés au camp de concentration de Boosa.

La deuxième phase de l'offensive, l'assaut contre Jaffna, a été reportée. A ce stade, l'armée n'a probablement pas la capacité militaire ni l'intention de subir les pertes nécessaires au succès de l'opération. Mais surtout, l'Inde a lancé un avertissement que seuls les plus enragés des communalistes peuvent prétendre ignorer. Il semble bien que des éléments à l'intérieur du gouvernement sri-lankais avaient parié sur une non-intervention de l'Inde, laissant même entendre que New-Delhi avait donné son accord tacite à l'offensive dans le Nord. Mais l'opération militaire n'a pas donné les rapides succès escomptés.

Très vite, le premier ministre indien parlait de "massacres calculés et perpétrés de sang-froid" sommant les Sri-Lankais d'arrêter avant qu'il ne soit trop tard. Dès le début de l'offensive, les journaux indiens tels que le Times of India, habituellement proche des thèses du gouvernement, ont commencé à appeler à une intervention militaire. Soumis à des pressions grandissantes pour passer à l'action, le gouvernement indien a annoncé qu'il envoyait de l'aide à Jaffna, que Colombo aime ça ou pas. La première tentative se solda par un fiasco. La flottille disparate de quelque 20 bateaux de pêche sans escorte de la marine mais avec 100 journalistes à bord s'est laissée renvoyer au port par la minuscule flotte

sri-lankaise. Le lendemain de l'humiliation, les Antonov et Mirage indiens décollaient.

L'ASIE DU SUD ET LA CAMPAGNE DE GUERRE ANTISOVIETIQUE

Un diplomate indien aurait récemment déclaré: "L'unité et l'intégrité de Sri-Lanka sont très importantes pour nous. Mais ce n'est pas aussi

important que l'unité et l'intégrité de l'Inde" (Guardian [Londres], 2 juin). Gandhi subit des pressions de plus en plus fortes au plan intérieur dont l'agitation constante parmi les 50 millions de Tamouls de l'Inde du Sud. Au cours des six derniers mois, son image de "M. Propre" s'est considérablement dégradée. Après une série de querelles sordides sur des questions constitutionnelles, des scandales ont éclaté dans lesquels on a vu Rajiv protéger des membres de son parti accusés de corruption. L'agitation parmi les Sikhs au Pendjab a amené le gouvernement central à exercer directement sa férule par-dessus la tête des institutions locales.

A Meerut près de Delhi, un centre de la lutte commune entre hindous et musulmans contre les Britanniques en 1857, des centaines de personnes ont péri dans les affrontements intercommunautaires qui ont éclaté à propos de lieux de prière contestés. Le parti du congrès de Gandhi a subi de lourdes défaites électorales au Bengale et au Kerala où il a été battu par des coalitions dominées par le parti communiste. Tout ceci est symptomatique de la corruption, de l'exploitation et de la brutalité qui prévalent dans l'Inde capitaliste, cette véritable prison de peuples. De la même façon que sa mère Indira avec le Bangladesh, Rajiv voit dans la situation à Sri-Lanka une occasion de détourner l'attention des troubles divers sur le front intérieur.

Mais la bourgeoisie indienne a d'autres sujets de préoccupations en dehors de la situation interne. Dans le contexte de la campagne belliciste contre son alliée diplomatique, l'Union soviétique, New-Delhi s'inquiète des implications internationales des événements à Sri-Lanka. De plus, l'Inde a ses propres ambitions d'hégémonie dans la région. Elle est en train de construire une grande base navale dans les îles Andaman à l'est de Sri-Lanka. L'Etat ouvrier déformé chinois, aligné sur les USA contre l'URSS, fournit des armes à Colombo. On a assisté dans les derniers mois à des affrontements armés dans les régions frontalières montagneuses contestées par l'Inde et la Chine. Pendant ce temps, Sri-Lanka tisse des liens étroits avec l'ennemi juré de l'Inde, le Pakistan, et lui a demandé de lui installer un système de défense antiaérien après l'opération indienne. New-Delhi est déjà furieuse de savoir que le Pakistan s'est doté de l'arme nucléaire et que les Américains ont décidé

de lui fournir des avions-radars AWACS.

Une cohorte d'alliés de l'impérialisme US -- la Grande-Bretagne, Israël, la Corée du Sud, le Pakistan et Singapour, fournissent équipement et entraînement au gouvernement sri-lankais. Le Wall Street Journal du 29 mai exprime clairement les préoccupations des impérialistes: "Trincomalee dans les mains de forces prosoviétiques serait un désastre stratégique pour les USA. Cela fournirait à Moscou un point d'appui, étendant son rayon d'action de Vladivostok en Extrême-Orient soviétique à travers la baie de Cam Ranh au Vietnam vers la route vitale du pétrole aux abords du golfe Persique qui est aujourd'hui un sujet majeur de préoccupations pour les USA. Des bombardiers et sous-marins opérant à partir de Trincomalee feraient pencher l'équilibre des forces navales encore plus en faveur de l'Union soviétique."

La classe capitaliste indienne craint de plus en plus la possibilité d'un encerclement orchestré par l'impérialisme US. En utilisant l'héritage sanglant du "diviser pour régner" de l'impérialisme britannique, la campagne de guerre antisoviétique alimente les pogromes antitamouls.

NON A LA GUERRE INTERCOMMUNAUTAIRE, POUR LA GUERRE DE CLASSE!

La politique de terreur indiscriminée revendiquée par les guérilleros nationalistes tamouls n'a fait qu'accroître la boucherie communaliste.

Le rédacteur du magazine libéral Lanka Guardian, Mervyn de Silva, s'exclame: "Seul un miracle peut nous aider à éviter l'explosion prochaine" (15 mai). La gauche sri-lankaise s'est vautrée pendant des années dans le front populisme, s'alliant avec les forces cinghalaises les plus chauvines. Elle a notamment soutenu le mouvement "Cinghalais seulement" qui fut à l'origine de la frénésie antitamoule. Cette gauche est aujourd'hui désespérée. Même en cette heure tardive et lourde de dangers, il est nécessaire de forger un parti de type bolchévique, intransigeant dans son combat pour une perspective ouvrière internationaliste. C'est pour ce parti que se battent nos camarades de la Spartacist League/Lanka.

Pour le droit à l'Eelam tamoul! Non à la saignée communaliste! Trincomalee ne doit pas tomber dans les mains de l'impérialisme US! Pour une fédération des républiques ouvrières d'Eelam et de Lanka partie intégrante d'une fédération socialiste de l'Asie du Sud!

-- Adapté de Workers Vanguard n°430

SPARTACIST

NUMBER 46 ENGLISH EDITION SUMMER 1987 75 CENTS/30 PENCE

HONOR
BOLSHEVIK LEADERS
LENIN, LIEBKNECHT, LUXEMBURG

For International Class-Struggle Defense!
PAGE 2

The American Question at the
Fourth Congress
of the Communist International
PAGE 20

Revolution and
Counterrevolution in Bolivia
Reply to G. Lora, Parrot of Nationalism
PAGE 29

Gore Vidal: Bad Boy of the Bourgeoisie
PAGE 48

VIENT DE PARAITRE
Spartacist, édition anglaise, n°40
Ecrire au Bolchévik:
B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

Une pièce de théâtre soviétique casse les procès de Moscou

Le spectre de Trotsky hante l'URSS de Gorbatchev

Ils étaient accusés d'être des saboteurs et des terroristes, des agents de l'Allemagne nazie et du Japon impérial. "Je réclame qu'on fusille ces chiens enragés jusqu'au dernier!" glapissait le procureur général Andréi Vychinsky dans les procès de Moscou du milieu des années 30. Et ils furent fusillés jusqu'au dernier.

Ils étaient le comité central bolchévique de 1917, les plus proches compagnons d'armes de Lénine, les hommes et les femmes qui avaient conduit l'Etat soviétique vacillant à travers la guerre civile et l'intervention militaire impérialiste, les chefs de l'Armée rouge et les fondateurs de l'Internationale communiste. Au cours des monstrueuses machinations connues sous le nom de procès de Moscou, Staline a exterminé la génération fondatrice du mouvement communiste moderne. Et en 1940 un assassin stalinien planta un piolet dans le crâne de l'homme qui plus que tous les autres symbolisait l'esprit révolutionnaire du bolchévisme: Léon Trotsky.

Mais aujourd'hui la pièce "Le traité de paix de Brest-Litovsk" de Mikhaïl Chatrov (écrite en 1962) doit être montée à Moscou pour le 70e anniversaire de la révolution d'Octobre. Le texte de cette pièce a été publié récemment dans le mensuel littéraire *Novy Mir*. D'après le *New York Times* du 30 avril, cette oeuvre "dépeint Trotsky et Boukharine comme des collaborateurs dévoués de Lénine, bien qu'égarés par un zèle révolutionnaire excessif". Il est peut-être difficile pour un public occidental de réaliser l'effet de choc que peut avoir pour des Russes une pièce soviétique qui présente Trotsky et Boukharine comme d'authentiques dirigeants de la révolution bolchévique.

La vieille garde bolchévique assassinée par Staline est traitée comme des *non-personnes* dans l'Union soviétique d'aujourd'hui, et auparavant ils étaient dénoncés comme des "traîtres à la patrie socialiste". On se souvient encore bien du temps où quiconque défendait les victimes des procès de Moscou était envoyé dans un camp de travail sibérien. Hier encore, écrire favorablement

sur Boukharine ou mieux sur Trotsky suffisait pour se faire exclure du parti communiste, chasser de son travail et subir toutes sortes de persécutions. Pourquoi ce tabou, qui a duré un demi-siècle? Parce que la bureaucratie du Kremlin, sous Staline comme sous ses héritiers, devait faire disparaître à tout prix le programme léniniste authentique, représenté par l'Opposition de gauche trotskyste.

Aujourd'hui, les procès de Moscou sont dénoncés dans cette pièce à Moscou. Dans la mesure où les personnages sont plus ou moins conformes à la réalité historique, cela signifie la réhabilitation de tous les vieux-bolchéviks qui furent fusillés. Une fois que les dirigeants du Kremlin auront fait cela, ils ne pourront plus rester silencieux sur le rôle d'aucun des dirigeants de la révolution d'Octobre, ni sur leur sort. Quelles que soient les intentions de Chatrov ou du régime Gorbatchev, cette pièce condamne les fossoyeurs de la révolution, staliniens. Il y a encore, en Union soviétique, des traces constantes d'identification de Trotsky avec les idéaux de la révolution bolchévique qui sont bien vivants dans la conscience de la population. Si la vieille garde bolchévique est rétablie à sa juste place, on ne pourra enterrer plus longtemps la lutte de Trotsky pour l'internationalisme léniniste, contre le nationalisme conservateur de Staline.

C'EST LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN QUI EST EN ACCUSATION

Depuis quelque temps, divers groupes pseudo-trotskyistes ont demandé aux héritiers de Staline au Kremlin de réhabiliter Trotsky, Boukharine, Zinoviev et les autres vieux-bolchéviks. La *glasnost* (transparence) de Gorbatchev a provoqué une recrudescence de ces appels grotesques. Il y a maintenant en Grande-Bretagne une campagne, à laquelle participent également plusieurs députés travaillistes de gauche, pour "réhabiliter les noms des accusés des procès

AP

Après une attaque stalinienne à la mitrailleuse contre son domicile en 1940, Trotsky accuse Staline de chercher à le tuer. Quelques mois plus tard, il sera assassiné par un agent stalinien.



de Moscou". Ils réclament "que le gouvernement soviétique réexamine les procès intentés contre toutes ces victimes de la perversion de la justice soviétique" (*Bulletin in Defense of Marxism*, juin).

Trotsky et les autres vieux-bolchéviks n'ont pas besoin d'être réhabilités! En 1937, la commission Dewey avait démontré que les procès de Moscou étaient une monstrueuse machination. L'histoire a juste été un peu lente à suivre ce verdict. Pendant de nombreuses années, ouvriers et intellectuels prisonniers du mouvement stalinien croyaient effectivement que Trotsky était un agent nazi. Sa veuve, Natalia Sedova, essaya même en 1946 de contrer cette incroyable calomnie en adressant une requête pathétique et bien mal avisée pour que le tribunal de Nuremberg sur les crimes de guerre nazis examine le cas de Trotsky afin de montrer qu'il n'avait rien à voir avec la Gestapo. Et sur-

tout après le "rapport secret" de Khrouchtchev en 1956 dénonçant les crimes de Staline, personne au monde ne croyait plus les accusations des procès de Moscou.

Trotsky, en particulier, est considéré comme une figure noble et héroïque même par des gens qui sont loin d'être proches de la cause de la révolution prolétarienne internationale. L'éminent historien libéral de gauche britannique A.J.P. Taylor conclut ainsi un essai sur Trotsky: "Le colonel Robins, le représentant de la croix-rouge américaine à Pétersbourg, énonça le verdict de l'histoire: 'Un fils de pute de première, mais le plus grand Juif depuis Jésus-Christ.'" Le réalisateur nouvelle vague Alain Resnais a utilisé le personnage de Trotsky en exil dans son film *Stavisky* pour personnifier l'opposition à la Troisième République décadente et rongée par la corruption des années 30. C'est aussi ce que pensait la bourgeoisie française. En 1939, l'ambassadeur français en Allemagne, Robert Coulondre, avertissait Hitler que si la guerre éclatait, "il n'y aurait qu'un seul vrai vainqueur -- M. Trotsky". On pourrait multiplier à l'infini de tels exemples. Dans la conscience politique du monde contemporain, Trotsky représente un modèle d'intégrité et de combativité révolutionnaires.

De ce fait, les vieilles calomnies staliniennes contre Trotsky et les autres dirigeants bolchéviques, le fait qu'ils soient traités comme des non-personnes dans la Russie d'aujourd'hui *discredite la bureaucratie soviétique* -- crimes justifiés par des mensonges et suivis de falsifications. Aujourd'hui, les dirigeants du Kremlin essaient de se réhabiliter eux-mêmes. Le régime Gorbatchev, qui se flatte de la manière agréable dont il traite l'opinion publique, a modifié l'approche officielle sur Trotsky. On le présente maintenant comme un romantique révolutionnaire, un gauchiste dont la ligne politique impliquerait l'Etat soviétique dans des guerres désastreuses avec les puissances impérialistes.

Cette falsification n'est pas une nouveauté; elle est aussi puisée directement dans l'arsenal idéologique



G.P. Goldstein

La célèbre photographie de Lénine haranguant les troupes en route pour la guerre avec la Pologne le 5 mai 1920. Les staliniens ont plus tard effacé Trotsky (à droite) de la photo, pour essayer de l'effacer de l'histoire de la révolution bolchévique.

du stalinisme. Avant d'accuser Trotsky d'être un agent nazi, Staline l'avait accusé de prôner l'aventurisme militaire contre l'Occident. Par exemple, l'*Histoire de la guerre civile* révisionniste-stalinienne de S. Rabinovitch (1935), condamne Trotsky pour vouloir soi-disant "apporter la révolution à l'Europe à la pointe des baïonnettes de l'Armée rouge". L'extermination de la vieille garde bolchévique et l'acharnement particulier contre l'Opposition de gauche dans les procès de Moscou du milieu des années 30 étaient destinés à défendre le programme de "socialisme dans un seul pays" de Staline, en particulier avec le "front populaire" avec les puissances impérialistes "démocratiques" (la Grande-Bretagne et la France) contre l'Allemagne nazie. Au même moment, Staline étranglait la révolution espagnole.

La pièce de Chatrov sur Brest-Litovsk sert le programme stalinien de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme, bien qu'elle n'ait pas été écrite par un des propagandistes virtuoses de Gorbatchev. Ecrite en 1962, elle est un produit du bouillonnement qui agitait l'intelligentsia soviétique après la dénonciation de Staline par Khrouchtchev. A la fin des années 50, les staliniens victimes des procès de Moscou et les militaires comme le maréchal Toukhatchevski furent officiellement réhabilités. Mais comme l'écrivit à l'époque feu Isaac Deutscher, il était grotesque et indécent que des apparatchiks staliniens peu connus comme Eikhe et Postychev soient réhabilités à grand bruit tandis que rien n'était dit sur Trotsky, Boukharine ou Zinoviev.

Les vétérans survivants de la révolution et de la guerre civile, les familles des victimes des procès de Moscou et les jeunes intellectuels communistes comme Roy Medvedev réclamaient la justice historique pour la vieille garde bolchévique. En 1962, Khrouchtchev avait promis à la veuve et au fils de Boukharine d'envisager de réhabiliter celui que Lénine avait appelé "l'enfant chéri du parti". Mais le "dégel" khrouchtchévien faisait place à une nouvelle glaciation. Après le remerciement de Khrouchtchev en 1964 il y eut un retour de bâton contre les intellectuels qui se préoccupaient du sort de la vieille garde bolchévique. Roy Medvedev, par exemple, fut exclu du parti communiste en 1968 après avoir écrit à la *Pravda* une lettre critiquant un article qui avait défendu Staline.

LA LIGNE GORBATCHEV ET BREST-LITOVSK

Mais les fantômes de la vieille garde bolchévique refusaient le repos du tombeau. Aujourd'hui, puisque Gorbatchev a déclaré qu'il ne doit y avoir aucun nom oublié, aucun blanc, que ce soit dans l'histoire ou dans la littérature, on assiste à une avalanche d'oeuvres nouvelles ou interdites depuis longtemps qui traitent des crimes de Staline et de l'"histoire cachée" de la Russie soviétique. Ces oeuvres attaquent à nouveau le sabotage par Staline de la défense de l'Union soviétique contre l'invasion de l'Allemagne nazie en 1941. Et la nouvelle édition de l'encyclopédie soviétique *la Grande révolution socialiste d'Octobre*, à la rentrée, mentionnera pour la première fois des personnalités comme

Lenin's General Staff of 1917

STALIN, THE EXECUTIONER, ALONE REMAINS



The Central Committee of The Bolshevik Party in 1917

Socialist Appeal

Des collaborateurs de Lénine en 1917, un seul reste: Staline. Publié en 1938 dans le journal des trotskystes américains, *Socialist Appeal*. Trotsky exilé, les autres membres du comité central du Parti bolchévique sont morts, fusillés, disparus ou emprisonnés.

Le testament de Lénine

Le "testament" de Lénine écrit en décembre 1922 et janvier 1923 pour le 12e congrès du parti communiste fut totalement caché en Union soviétique pendant presque quarante ans. Bien que publié dans l'édition de 1959 des Oeuvres (tome 36), ce n'est que récemment qu'il a été l'objet d'une large publicité dans les éditions russe, anglaise et française des Nouvelles de Moscou. C'est devenu naturellement un sujet brûlant de discussion dans les cercles politiques et intellectuels soviétiques.

"Le camarade Staline, devenu secrétaire général, a concentré entre ses mains un pouvoir illimité, et je ne suis pas sûr qu'il puisse toujours s'en servir avec assez de

circonspection. D'autre part, le camarade Trotsky, comme l'a déjà montré sa lutte contre le comité central dans la question du Commissariat du peuple des voies de communication, ne se fait pas remarquer seulement par des capacités éminentes. Il est peut-être l'homme le plus capable de l'actuel comité central, mais il pêche par excès d'assurance et par un engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses.

"[...] Boukharine n'est pas seulement dans le parti un théoricien des plus marquants et de très haute valeur; il jouit à bon droit de l'affection du parti tout entier. Cependant, ses vues théoriques ne peuvent qu'avec la plus grande réserve être

tenues pour parfaitement marxistes, car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais étudié et, je le présume, n'a jamais compris entièrement la dialectique).

[...]

25 décembre 1922

"Staline est trop brutal, et ce défaut parfaitement tolérable dans notre milieu et dans les relations entre nous, communistes, ne l'est plus dans les fonctions de secrétaire général. Je propose donc aux camarades d'étudier un moyen pour démettre Staline de ce poste et pour nommer à sa place une autre personne qui n'aurait en toutes choses sur le camarade Staline qu'un seul avantage, celui d'être plus tolérant, plus loyal, plus poli et plus attentif envers les camarades, d'humeur moins capricieuse, etc. [...]"

4 janvier 1923

Trotsky, Kamenev et Radek.

Pourquoi la pièce de Chatrov sur le traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne de 1918, écrite il y a un quart de siècle, a-t-elle été exhumée, et à l'occasion d'un événement aussi symbolique que le 70e anniversaire de la révolution d'Octobre? Parce que Gorbatchev a utilisé et déformé le débat au sein de la direction bolchévique sur la signature de ce traité pour justifier la politique de conciliation avec l'impérialisme en général et l'opposition par principe à la guerre révolutionnaire. Il déclarait au début

de l'année dernière devant le 27e congrès du PCUS: "[...] le socialisme n'a jamais, de son propre gré, relié son avenir aux règlements militaires des problèmes internationaux. Cela a été confirmé par la première grande discussion [sur le traité de Brest-Litovsk] qui s'est déployée dans notre pays après la victoire du grand Octobre. Au cours de cette discussion, comme on le sait, furent résolument repoussées les vues des 'communistes de gauche' et des trotskystes qui prônaient la théorie de la 'guerre révolutionnaire' soi-disant capable de porter le socialisme dans d'autres pays [...]. Aujourd'hui aussi, nous sommes fermement convaincus qu'il est inutile et inadmissible de stimuler la révolution de l'extérieur, et qui plus est, par des moyens militaires ('Interventions de Mikhaïl Gorbatchev au 27e congrès du PCUS', *Etudes soviétiques* n°456, supplément mars 1986).

Ce qui préoccupe ici Gorbatchev, ce n'est pas simplement, ou principalement, des principes généraux et une analyse historique. Depuis fin 1979, l'armée soviétique mène et gagne en Afghanistan une guerre contre les fanatiques islamiques armés par la CIA qui veulent soumettre à nouveau les femmes afghanes à l'esclavage du voile. D'une manière bureaucratiquement déformée, la Russie est engagée maintenant dans une guerre révolutionnaire sur sa frontière sud. L'impérialisme US a réclamé le retrait soviétique d'Af-

ghanistan comme un test clé de la "sincérité" de Gorbatchev quand il déclare rechercher de meilleures relations.

Pour sa part, le régime Gorbatchev a indiqué qu'il était prêt à abandonner l'Afghanistan si un accord peut être conclu pour sauver la face. Mais la "réconciliation nationale" avec les réactionnaires islamiques féodaux est totalement irréaliste, et elle signifierait abandonner l'Afghanistan à la contre-révolution soutenue par l'impérialisme. Et en dénonçant la guerre révolutionnaire, il se peut aussi que Gorbatchev s'en prenne aux Vietnamiens, qui en libérant le Kampuchéa du régime génocide de Pol Pot ont mécontenté l'impérialisme US et ses fantoches régionaux de l'ASEAN.

La pièce de Chatrov sur le traité de Brest-Litovsk falsifie la position de Lénine d'une manière qui sert la ligne de Gorbatchev. Bien que seule la scène finale ait jusqu'à maintenant été traduite en français (*Temps nouveaux*, mars), le caractère politique de l'oeuvre est clair. La pièce s'achève avec cette tirade attribuée à Lénine: "[...] Il nous faut bâtir et donc, pour nous, la soif de la paix n'est pas un procédé tactique à des moments d'impuissance, c'est le sens même de notre politique, de toute notre vie. Chaque heure de paix donne au socialisme mille fois plus que chaque jour de guerre, fût-elle victorieuse [...]"

Suite page 10



Penguin Books

Trotsky déposant en 1937 devant la commission Dewey, qui prouvera que les procès de Moscou de Staline étaient une monstrueuse machination.

Trotsky...

Suite de la page 9

Lénine n'a jamais déclaré quoi que ce soit qui ressemble même de loin à cela pendant la controverse sur Brest-Litovsk, ni à aucun autre moment. En fait, il a déclaré **exactement le contraire** justement dans l'article où il argumentait d'accepter immédiatement les conditions allemandes: "Aujourd'hui aussi nous devons à tout prix préparer la guerre révolutionnaire. Nous tenons cette promesse, comme nous l'avons fait d'ailleurs pour toutes celles qu'on pouvait tenir sur-le-champ: nous avons dénoncé les traités secrets, proposé à tous les peuples une paix équitable; nous avons fait traîner par tous les moyens et à maintes reprises les pourparlers de paix pour donner à d'autres peuples le temps de se joindre à nous. Mais la question de savoir si l'on peut mener tout de suite, sans attendre, une guerre révolutionnaire, il faut la résoudre en tenant compte exclusivement des conditions matérielles de sa réalisation et des intérêts de la révolution socialiste qui a déjà commencé" [souligné dans l'original] ("Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse", Oeuvres, tome 26, janvier 1918).

Sur quoi portait alors réellement la controverse sur le traité de Brest-Litovsk? Trois ans et demi de guerre impérialiste avec l'Allemagne avaient brisé la vieille armée russe; les soldats désertaient en masse. Comme l'expliquait Lénine, les paysans en uniforme votaient pour la paix avec leurs pieds. Quand le nouveau gouvernement bolchévique engagea les pourparlers de paix avec les puissances centrales à Brest-Litovsk, le haut commandement allemand exigea une paix de capitulation, l'annexion de la Pologne, des pays baltes, de la Biélorussie et de la majeure partie de l'Ukraine. Expriment l'indignation de beaucoup de militants communistes, Boukharine appelait à "une guerre sainte contre le militarisme et l'impérialisme". Lénine n'avait pas d'opposition de principe à une telle guerre. Mais il insistait que l'Etat soviétique vacillant n'avait pas à ce moment précis les forces nécessaires pour la mener. Même dans la pièce de Chatrov, Lénine argumente ainsi contre Boukharine: "Une guerre révolutionnaire nécessite une armée -- nous n'avons pas d'armée." L'Etat soviétique construisait bientôt l'Armée rouge, dirigée par Trotsky, qui chassa de Russie les forces de 14 puissances impérialistes.

Sous le mot d'ordre "ni guerre ni paix", Trotsky chercha une position intermédiaire entre l'appel de Boukharine à une guerre révolutionnaire et Lénine qui était prêt à signer une paix de capitulation. Sa formule: "Nous interrompons la guerre et nous ne signons pas la paix -- nous démobilisons l'armée." Fondamentalement, il s'agissait d'une manœuvre pour donner aux classes ouvrières allemande et autrichienne le temps

de renverser Hindenburg et Ludendorff. Là aussi, Lénine n'avait pas d'opposition de principe aux manœuvres de Trotsky; simplement, il ne croyait pas qu'elles réussiraient. Sans un traité de paix, il craignait que le haut commandement allemand reprenne immédiatement l'offensive, et que les ouvriers allemands ne se soulèvent pas à temps pour sauver la république soviétique. Il s'avéra que le jugement de Lénine était réaliste. Quand Trotsky rompit les négociations à la mi-février, les Allemands reprirent l'offensive, menaçant Petrograd et exigeant des conditions de paix encore plus dures. Et la révolution allemande

de la mener après trois années d'incertaine guerre civile [...]. Une opinion se forma et s'affirma d'après laquelle la guerre qui, au début, avait été purement défensive, devait se transformer en une guerre d'offensive révolutionnaire. Bien entendu, en principe, je n'avais rien à répliquer à des arguments de cette sorte. Toute la question était de savoir quels étaient les rapports des forces." Autant pour la ligne Gorbatchev comme quoi Trotsky était un aventuriste militaire impénitent!

Dans le comité central bolchévique, la ligne dure pour une guerre révolutionnaire contre la Pologne de Pilsud-

comme quoi Lénine était contre utiliser l'Armée rouge pour favoriser la révolution dans l'Europe capitaliste!

Et il convient de noter que l'une des principales causes de la défaite russe en Pologne avait été que Staline, alors commissaire en chef sur le front sud, avait ignoré à plusieurs reprises les ordres du commandement suprême soviétique de renforcer l'armée principale de Toukhatchevski devant Varsovie. Ce refus permit à Pilsudski, aidé par des conseillers militaires français, d'attaquer avec succès le flanc de Toukhatchevski. (Pour une étude de la guerre russo-polonaise de 1920 et des controverses qu'elle avait provoquées dans la direction bolchévique, cf. "Les bolchéviks et l'exportation de la révolution", le Bolchévik n°20, novembre-décembre 1980.)

Les derniers mots de Joffé

Joffé fut un des plus anciens et des plus proches collaborateurs politiques de Léon Trotsky. Il rejoignit avec ce dernier le comité central bolchévique en juillet 1917. Persécuté par le régime de Staline et sa santé déclinant, il se donna la mort en 1927. A côté de son lit de mort, on trouva une lettre adressée à Trotsky (citée dans son intégralité dans l'oeuvre de Trotsky Ma vie).

"[...] Je n'ai jamais douté de la justesse du chemin que vous avez tracé et vous savez que depuis plus de vingt ans, je marche avec vous, depuis les temps de 'la révolution permanente'. Mais j'ai toujours estimé que ce qui vous manquait, c'était l'intransigeance, l'opiniâtreté de Lénine qui fut toujours prêt à rester même seul dans le chemin qu'il croyait le bon, prévoyant qu'il obtiendrait plus tard une majorité, que plus tard on recon-

naîtrait toute la justesse de la voie suivie. Vous avez toujours eu raison en politique, depuis 1905, et je vous ai répété plus d'une fois ce que j'avais entendu de mes propres oreilles: Lénine reconnaissait que même en 1905 ce n'était pas lui qui avait raison, que c'était vous. Au moment de mourir, on ne ment pas, et je vous redis une fois de plus la même chose... Mais vous avez souvent renoncé à soutenir la justesse de votre point de vue, cherchant un accord, un compromis que vous surestimiez. C'est une erreur. Je le répète, en politique, vous avez toujours eu raison, mais maintenant vous avez plus raison que jamais. Un jour viendra où le parti le comprendra et l'histoire nécessairement l'appréciera. Ne vous effrayez donc pas maintenant si quelqu'un s'éloigne même de vous [...]"

n'éclatera que neuf mois après la signature du traité de Brest-Litovsk.

La ligne Gorbatchev comme quoi Lénine était opposé par principe à la guerre révolutionnaire est totalement mensongère. Cela fut clairement montré pendant la guerre russo-polonaise de 1920 où il s'avéra que les rôles de Lénine et de Trotsky étaient inversés. Au printemps 1920, l'homme fort polonais Joseph Pilsudski (plus tard le héros de Solidarnosc) envahissait l'Ukraine soviétique pour l'annexer. Une contre-offensive victorieuse amena l'Armée rouge sur les frontières nationales de la Pologne. La question était alors posée à brûle-pourpoint: conclure un traité de paix avec Pilsudski ou poursuivre l'offensive dans une guerre révolutionnaire contre la Pologne.

Parmi les hauts dirigeants bolchéviques, Trotsky était celui qui se faisait le plus fortement l'avocat d'une paix immédiate. Dans *Ma vie*, son autobiographie de 1930, il expliquera sa position: "Peut-être étais-je, de tous, celui qui voulait le moins cette guerre, car je voyais trop clairement combien il nous serait difficile

ski était défendue par Lénine lui-même. En particulier, il soutenait que la route reliant le pouvoir soviétique avec l'Allemagne, encore en proie aux convulsions révolutionnaires, passait par Varsovie. Devant une conférence des ouvriers du cuir, en octobre 1920, peu après que l'Armée rouge eut été repoussée devant Varsovie, Lénine déclarait: "La paix de Versailles a fait de la Pologne un Etat-tampon, qui doit préserver l'Allemagne de tout contact avec le communisme soviétique et que l'Entente considère comme une arme contre les bolchéviks [...]. Si la Pologne était devenue soviétique, si les ouvriers de Varsovie avaient reçu de la Russie des soviets l'aide qu'ils en attendaient et qu'ils escomptaient avec joie, la paix de Versailles eût été anéantie et tout le système international, fruit des victoires sur l'Allemagne, se fût écroulé. La France n'aurait plus eu de tampon protégeant l'Allemagne contre la Russie soviétique" ("Discours au congrès des ouvriers et employés de l'industrie du cuir", Oeuvres, tome 31, octobre 1920). Autant pour la ligne Gorbatchev

POUR UN RETOUR A LENINE ET A TROTSKY!

Gorbatchev et les intellectuels qui le soutiennent pensent sans doute que leur façon de traiter l'explosive question Trotsky est très astucieuse. Ils le réhabilitent par la bande sans réellement condamner Staline pour avoir assassiné le co-dirigeant de la révolution d'Octobre. Ils ont admis que Trotsky était subjectivement un révolutionnaire, tout en le dépeignant comme un gauchiste et un aventuriste militaire. Mais Gorbatchev ne réussira pas davantage à tordre l'histoire soviétique en faveur de sa ligne de "coexistence pacifique" que Staline n'avait réussi à falsifier l'histoire de la révolution avec le coup de pistolet du bourreau.

Les ouvriers ainsi que les intellectuels soviétiques qui réfléchissent à la politique voudront voir par eux-mêmes ce que Trotsky avait à dire. Si les discours de Gorbatchev sur la *glasnost* et supprimer les "blancs" de l'histoire soviétique veulent dire quelque chose, les éditions d'Etat doivent publier les écrits de Léon Trotsky, co-dirigeant de la révolution d'Octobre. Le lecteur soviétique trouvera là des dénonciations courageuses des crimes et des trahisons de Staline, écrites à l'époque et non un demi-siècle plus tard. Ils apprendront l'existence de dizaines de milliers de militants de l'Opposition de gauche en URSS qui sont allés à la mort plutôt que de trahir l'héritage d'Octobre.

Ils y trouveront aussi un programme pour vaincre la corruption, la pathologie sociale (comme par exemple l'alcoolisme) et le malaise politique et économique de la Russie de Gorbatchev. Et ils y trouveront un programme pour en finir une bonne fois pour toutes avec la terrible menace d'holocauste nucléaire qui plane sur l'humanité. Ce programme c'est le retour à Lénine, reforgez la Quatrième Internationale de Trotsky, rétablir la démocratie soviétique en chassant la bureaucratie du Kremlin, et étendre la révolution d'Octobre à la planète entière.

-- Traduit de Workers Vanguard n°430

Mordechai Vanunu...

Suite de la page 6

l'Union soviétique.

Cela est particulièrement important pour la soi-disant question de la communauté juive soviétique. Shamir a déclaré récemment que les Etats-Unis devraient fermer leur frontière, comme ils l'avaient fait pendant l'holocauste, pour l'émigration juive en provenance d'Union soviétique. Que les seuls Juifs soviétiques qui intéressent vraiment Israël étaient ceux qui allaient se rendre en Israël. Cette question a un caractère d'autant plus urgent étant donné les événements dans les territoires occupés et le "besoin" de nouveaux colons juifs. Et étant donné le développement de cet arsenal nucléaire -- vraiment, si on y pense, la seule cible réaliste dans la région est l'Union soviétique.

Léon Trotsky disait qu'Israël serait un piège mortel pour les Juifs. Je

pense qu'une minorité non insignifiante, en Israël, est de plus en plus consciente, quoi qu'elle pense de Trotsky, que ce pronostic apparaît chaque jour de plus en plus juste. **Zimmet:** En ce qui concerne les révélations de Motti, aux Etats-Unis il a été publié dans un livre de Leonard Specter qu'Israël avait des capacités nucléaires. Je pense que pour le grand public, les quantités étaient différentes de ce qui avait été publié, et étaient significativement plus importantes. En ce qui concerne les autres choses qu'a révélées Motti, j'ai obtenu de Frank Barnaby une documentation comme quoi le traitement du plutonium que Motti a décrit, et qui est très critique pour déterminer la quantité de bombes qui peuvent être produites, n'était pas nouveau. Peut-être le traitement du lithium, qui n'est pas aussi significatif. Cependant, je pense qu'en ce qui concerne le milieu du renseignement, les gens savent exactement ce qui se passe.

Ce dont je me suis rendue compte en parlant avec les gens, c'est que, quand il s'agit de certains pays,

ici aux Etats-Unis les groupes antinucléaires ont peur de dire quoi que ce soit sur Israël. Ils ferment les yeux. Ce qui est aussi la manière dont les Etats-Unis se comportent, en particulier quand Israël commet des actes qui violent la loi internationale, ou quand il s'agit du fait qu'ils n'ont pas signé le traité nucléaire. L'Amérique, je crois, considère que l'arsenal israélien fait partie intégrante du sien. Je crois que s'il y a un surplus, ces bombes seront pointées sur d'autres endroits que ceux situés dans la région immédiate. Et Israël aide les Etats-Unis à s'en prendre aux ennemis des Etats-Unis, et aussi aux ennemis d'Israël.

Il y a aussi la question de la nature des bombes. Les gens ne pensent plus qu'il s'agit de bombes de la première génération, ou de simples bombes, mais peut-être de bombes thermonucléaires, et éventuellement même de bombes à neutrons. Donc Israël ne s'occupe pas juste de ses propres besoins immédiats, mais d'aider les Etats-Unis. Et je serais aussi d'accord qu'elles seraient poin-

tées contre la Russie, parce qu'en y regardant bien on s'aperçoit que la guerre, ou une guerre n'importe où, sera en réalité une guerre entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, et pas nécessairement une guerre à l'endroit précis où elle est menée.

En ce qui concerne l'impact en Israël, la presse s'est interrogée sur le rôle d'Israël, sur les capacités d'Israël, elle a réclamé une discussion et un débat ouverts. Comme je ne lis pas l'hébreu, je n'en connais pas la teneur. Mais il y a des articles qui paraissent, et c'est tout à fait révolutionnaire parce qu'il y avait dans le passé beaucoup de censure là-dessus. Les gens n'en discutent pas, ce n'est pas un débat pleinement ouvert dans les universités, mais c'est publié ici aux Etats-Unis. C'est considéré comme secret en Israël. Malheureusement ce sont certaines des accusations fabriquées qui sont portées contre Motti. Les informations qu'il a données au "monde libre" sont considérées comme secrètes en Israël.

-- Traduit de Workers Vanguard n°429

Grèves ouvrières, inflation galopante, fissures nationales

La Yougoslavie en ébullition

Tous les ans les prix doublent, le taux de chômage est le plus élevé d'Europe, tant à l'Est qu'à l'Ouest: les ouvriers yougoslaves en ont assez. Ces derniers mois, le pays a été secoué par une grande vague de grèves qui a impliqué une dizaine de milliers d'ouvriers, dans presque deux cents différentes grèves. Pour l'instant, ces grèves ne sont pas coordonnées et se limitent à des usines isolées (ou même des secteurs d'usines) mais dans la seule Croatie, 40 usines auraient cessé le travail. En Slovénie, le personnel de l'hôtel où le premier ministre Branko Mikulic était descendu s'est mis en grève et a refusé de le servir. A la fin du mois d'avril, les mineurs croates ont débrayé pendant plus de quinze jours.

Ce qui a déclenché ces grèves de protestation ouvrière, c'est l'annonce, fin février, de nouvelles "lois d'intervention", c'est-à-dire des mesures draconiennes d'austérité imposées au régime de Belgrade par le cartel des banques mondiales, le Fonds monétaire international (FMI). Les salaires ont été réduits à leur niveau de fin 1986, et certains ouvriers ont même dû rendre des "trop perçus". Les grèves ont forcé le gouvernement à faire un geste d'apaisement et à annoncer un blocage des prix de 90 jours mais la situation reste explosive. A un moment, Mikulic a dû menacer de faire appel à l'armée pour maintenir "l'ordre constitutionnel".

Les ouvriers yougoslaves ont tout à fait raison de résister aux exigences des vampires du FMI, mises en pratique par la bureaucratie stalinienne. Depuis 1980, leurs revenus réels ont diminué de 40% et la moitié de leur salaire passe dans la nourriture. La situation économique actuelle ne peut pas durer. Quelque chose en Yougoslavie doit absolument changer... et radicalement. La classe ouvrière doit balayer la bureaucratie criminellement incompétente de Belgrade et de Zagreb, dire au Fonds monétaire international et aux ban-

bé les antagonismes nationaux.

Les impérialistes ont déjà reniflé l'effondrement de l'Etat ouvrier yougoslave qui ruine le travail révolutionnaire de Tito et transforme la Serbie, la Croatie, la Slovénie etc. en néo-colonies de la Bourse de Francfort et de la City de Londres. Ainsi l'*Economist* de Londres (21 février), porte-parole des financiers internationaux, écrit que la Yougoslavie "est plus susceptible que n'importe quel autre pays communiste de changer véritablement étant donné la faiblesse de son parti au pouvoir et la puissance de ses forces centrifuges"; il regrette seulement qu'"il n'existe pas, et loin de là, quelque chose d'aussi spectaculaire que Solidarité [de Pologne] en Yougoslavie". Solidarosc, le "syndicat" maison de la CIA et des banquiers occidentaux poussait à la contre-révolution (et y compris demandait au FMI de prendre en main l'économie polonaise) jusqu'à ce que sa tentative de prise de pouvoir fût mise en échec par l'armée polonaise en 1981.

La profonde crise de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé yougoslave souligne très clairement la nature antisocialiste du "socialisme de marché" et la nécessité d'une révolution politique ouvrière pour établir une véritable fédération socialiste des Balkans.

LA DESCENTE DANS LE CHAOS

La Yougoslavie est devenue le maillon faible de la domination stalinienne en Europe de l'Est. Des décennies de "socialisme de marché" et de soi-disant "autogestion ouvrière" en ont fait une région de désastre économique. Les tensions et les conflits nationaux augmentent. La politique étrangère de "non-alignement" a, dans la pratique, accentué la dépendance vis-à-vis du capitalisme occidental. Avec la mort du maréchal Tito en 1980, c'est un atout important



Ouvriers dans une usine de moteurs yougoslave. La récente vague de grèves est dirigée contre les brutales mesures d'austérité dictées par le Fonds monétaire international.

cratiquement alourdi de l'"autogestion ouvrière". Même si la bureaucratie se débarrasse d'entreprises non rentables (avec comme conséquence, entre autres, une inflation galopante), le chômage a été pendant des années d'au moins 14%. En 1976, la nouvelle constitution yougoslave a balkanisé encore plus le système de planification déjà morcelé en donnant à chaque unité de production dans une entreprise un pouvoir de planification indépendante. Pour faire marcher la production dans l'usine, il faut l'accord de toutes ces unités; chacune a un droit de veto sur n'importe quelle proposition des gérants élus.

Pendant les années 50 et 60, la Yougoslavie gonflait son économie en exportant son surplus de main-d'oeuvre dans le marché commun européen, particulièrement en Allemagne de l'Ouest. Comme les revenus venant des ouvriers immigrés yougoslaves se sont taris vers la fin des années 70, les bureaucrates de Belgrade ont accroché le pays aux banques de Francfort, de Zurich et de la City de Londres. La dette extérieure en devises fortes est montée de 2 milliards de dollars en 1970 à 20 milliards de dollars aujourd'hui. "Les lourds emprunts irrationnels à l'étranger" notait Dejan Jovic, du Secrétariat fédéral de Yougoslavie au commerce extérieur, "ont mis la Yougoslavie dans une position de dépendance vis-à-vis des banquiers occidentaux et du Fonds monétaire international [...] et l'ont placée dans le peu glorieux groupe des dix pays les plus endettés du monde" (*Review of International Affairs*, 5 octobre 1986). Aujourd'hui, les banquiers occidentaux et le FMI exigent que les entreprises "non rentables" soient mises en faillite, ce qui jette immédiatement des dizaines de milliers d'ouvriers à la rue.

On est en train de payer le prix "du socialisme de marché" et pas seulement sur le plan économique. La nature atomisée du système encourage le particularisme national et le particularisme d'entreprise. Lorsqu'un train passe la frontière d'une des six républiques yougoslaves pour aller à une autre, il faut changer la locomotive! Le système tout entier aggrave les tensions nationales car les régions relativement prospères se battent pour garder leurs surplus: "La décentralisation ainsi que la stagnation économique ont fait réapparaître les jalousies nationales des anciennes générations. Les Serbes tendent à mettre au compte de l'égoïsme des Croates plus riches, tous les malheurs du pays, et les Croates blâment le soi-disant 'hégémonisme' des Serbes. Les Slovènes, prospères, se plaignent que le Kosovo et la Macédoine, très pauvres, sont un 'puits sans fond' pour leur 'aide étrangère', tandis que les Macédoniens

se moquent des Serbes et des Hongrois de Voïvodine qui vendent leurs céréales à l'étranger. Dans chaque république les gens maintenant pensent que chaque baisse de leur niveau de vie est due à leur exploitation par les autres républiques' expliquait Branko Puharic, un des durs du gouvernement croate" (*New York Times Magazine*, 13 avril 1986).

Les républiques les plus avancées ont un niveau de vie similaire à celui d'Europe de l'Ouest. Les régions pauvres (par exemple la région autonome du Kosovo essentiellement albanaise) ressemblent beaucoup plus à la Turquie. Au Kosovo, le chômage s'élève à 35%; le niveau de vie est à moins du tiers de celui du reste du pays dans son ensemble.

Un système économique véritablement socialiste aurait une planification centralisée, égalitaire et administrée démocratiquement -- à la fois sur une base nationale et sur une base internationale -- avec des délégués ouvriers et paysans élus. L'absence de planification socialiste centrale, combinée à la doctrine stalinienne antisocialiste de "socialisme dans un seul pays", empêchent le développement économique en général et jettent de l'huile sur le feu des conflits inspirés du nationalisme dans ce qui fut la "poudrière de l'Europe"; cela jette les bases pour de dangereuses forces de restauration du capitalisme.

POUR UNE FEDERATION SOCIALISTE DES BALKANS!

Les forces centrifuges de la société yougoslave ont augmenté depuis la mort en 1980 de Josip Broz Tito, à la tête de la Fédération yougoslave depuis l'arrivée au pouvoir de ses partisans. Aujourd'hui, elles risquent de déchirer totalement le pays. Les raisons, à la fois du succès de Tito et de l'échec actuel du système fédératif, sont à rechercher dans l'histoire de la Yougoslavie. La Yougoslavie est la créature artificielle de la Conférence pour la paix de Paris en 1919, après la Première Guerre mondiale. Elle devait servir de tampon contre l'Allemagne vaincue et faire partie du cordon sanitaire autour de la révolution russe victorieuse. Il y a au moins quinze nationalités et groupes ethniques différents en Yougoslavie. Le capitalisme qui venait de plonger le monde dans l'horreur de la guerre interimpérialiste ne pouvait apporter de solution à la question nationale d'après-guerre. La continuation des conflits nationaux provoqua de toutes parts de nouveaux bains de sang nationalistes pendant l'occupation nazie et la collaboration durant la Deuxième Guerre mondiale. Les massacres furent si horribles

Suite page 15



En Yougoslavie, les divisions nationales sont aggravées par le "socialisme de marché".

quiers étrangers d'aller se faire voir et elle doit mettre de l'ordre dans l'économie du pays. En l'absence d'une telle perspective, les grèves et les actions ouvrières alimentent une effervescence sociale qui pourrait déchirer totalement la Yougoslavie et ouvrir la porte à la contre-révolution capitaliste. Car le désastre économique n'a pas seulement déclenché des luttes ouvrières, il a aussi exacerbé

de l'unité yougoslave qui a disparu. Elle symbolisait la disparition de cette génération de communistes qui avaient libéré le pays de l'occupation nazie et aussi des bandes nationalistes génocides (les oustachis croates et les chetniks serbes).

Les gouvernants yougoslaves ont fait concession après concession au capitalisme mondial pour maintenir en place le système branlant et bureau-

Barbie...

Suite de la page 3

Le "lobby juif" sert aussi d'alibi à la bourgeoisie arabe pour poignarder le peuple palestinien dans le dos et prétendre que ce n'est que l'existence de ce "lobby" qui empêche les impérialistes de rompre avec leurs alliés sionistes.

Algérie-Actualités est tellement aveuglé par son antisémitisme que son directeur peut dire que "si Le Pen avait du sang d'un seul juif sur les mains, il ne serait pas député européen et ne pourrait déverser son racisme dans vos médias" (Libération, 16 juin). Or les fascistes français ne se contentent plus simplement de propagande antisémite: à Vitrolles, un responsable local du Front national a tiré sur un jeune juif avec son P-38! Le colonialisme français en Algérie, depuis l'affaire Dreyfus, a été un vivier de pogromes antisémites; Algérie-Actualités veut l'ignorer, comme il veut ignorer la complicité de Vichy dans l'Holocauste.

Le sionisme tourne le dos à la lutte contre l'antisémitisme et le fascisme pour construire son superghetto basé sur l'expulsion et le massacre des Palestiniens avec l'aide des impérialistes. Au nom de la cause palestinienne, les nationalistes arabes identifient la classe dirigeante sioniste avec le prolétariat de langue hébraïque en Israël et avec les juifs partout dans le monde. Seule la réac-

tion en profite.

Pourtant, en France, les Maghrébins comme les Juifs sont les cibles des gangsters fascistes. Il faut une perspective d'internationalisme prolétarien pour les unir contre cet ennemi,

avant" (Ibid.), nous, trotskystes, disons que la perspective d'un Etat ouvrier binational en Palestine, dans le cadre des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient, pourra gagner la confiance des travailleurs de langue hébraïque,



Roger Viollet

Un des crimes du colonialisme français: la "pacification" du Maroc en 1911.

pas cette absurde et dangereuse tentative de réclamer un monopole de la souffrance. Quand Algérie-Actualités écrit: "Etre juif, c'est tuer parce qu'on a peur d'être tué

faire exploser de l'intérieur l'Etat sioniste et garantir les droits nationaux du peuple palestinien.

La place de la barbarie nazie parmi les crimes impérialistes a

été bien exprimée par Léon Trotsky au début même de la Deuxième Guerre mondiale dans *Manifeste: la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*: "Le seul trait du fascisme qui ne soit point imposture est sa volonté de puissance, d'assujettissement, de pillage. Le fascisme est une distillation chimiquement pure de culture impérialiste.

"Les gouvernements démocratiques qui, en leur temps, saluèrent en Hitler le champion de la croisade antibolchévique, voient aujourd'hui en lui une espèce d'imprévisible Satan vomit des profondeurs de l'enfer, qui viole la sainteté des traités, les frontières, les règles, et les règlements. Si Hitler n'existait pas, le monde fleurirait comme un jardin. Misérable mensonge! Cet épileptique allemand, une machine à calculer dans le crâne et un pouvoir illimité dans les mains, ne tombe pas plus du ciel qu'il ne sort de l'enfer. Il n'est rien d'autre que la personification de toutes les forces destructives de l'impérialisme [...]. Par Hitler, le capitalisme mondial, poussé au désespoir par sa propre impasse, a commencé à enfoncer une épée effilée dans ses propres flancs.

"Les bouchers de la seconde guerre impérialiste ne réussiront pas à transformer Hitler en un bouc émissaire de leurs propres péchés.

"C'est à la barre du tribunal du prolétariat que tous les gouvernants actuels répondront. Au banc des accusés, Hitler ne fera qu'occuper la première place parmi les criminels." ■

Fascistes...

Suite de la page 1

Le mouvement ouvrier organisé, éliminer les minorités qu'il décrète "sous-hommes", supprimer le moindre droit démocratique. Et plus Le Pen vomit sa barbarie, plus osent parader les nostalgiques de l'OAS et la racaille antisémite et plus s'allonge l'effroyable liste des crimes racistes: Abdel Kader Moussaoui tué froidement le 6 juin dans son magasin à Caen par un tueur raciste. Deux jours après, Muammer Inik, un Turc de 14 ans, abattu à Montargis lors d'un "contrôle" policier. Jeudi 13, Azziz Bougessa, Beur de 21 ans, tué d'une balle en pleine tête par un gendarme posté à un barrage, dans la banlieue lyonnaise. C'est dès maintenant que la classe ouvrière doit réagir. Le mouvement ouvrier doit se défendre et défendre au premier chef sa composante d'origine immigrée, cible privilégiée des tueurs racistes. C'est sa responsabilité d'organiser, sur la base des syndicats, des groupes d'autodéfense ouvriers/immigrés. Seule la mobilisation de la puissance sociale du prolétariat dans les rues et les usines pourra écraser la vermine fasciste.

Mais les directions réformistes du mouvement ouvrier, coupables de n'avoir organisé jusque-là aucune riposte ouvrière sérieuse aux provocations fascistes, viennent d'exposer à nouveau leur irrémédiable faillite en "combattant" Le Pen... en lui proposant des débats! Il y a trois ans, les représentants du PS et du PCF avaient eu l'élémentaire décence, lors d'une discussion organisée à la télé le soir des élections européennes, de quitter le plateau quand Le Pen y pénétra. (Ariette Laguiller, elle, restera!) Aujourd'hui, à l'approche d'une élection d'une toute autre importance qui s'avère difficile, ils abandonnent toute décence et ils sont prêts à tout. Et Jospin donc de débattre -- à son initiative -- le 22 juin avec Le Pen. Même le très mitterrandiste Libération (23 juin) devra reconnaître qu'ainsi le chef du FN "gravit un échelon dans la respectabilité". Sa "respectabilité", Le Pen la tient déjà de la politique anti-immigrés (et antisoviétique) qu'ont menée depuis 1981 les gouvernements de "gauche" qui lui ont gonflé les voiles. Et ce sont les mêmes sociaux-démocrates, expulseurs d'immigrés et créateurs des camps de "réention", qui prétendent maintenant lutter contre Le Pen! Mais les opérations "Appel des 122" ou SOS-Racisme (toujours avec la LCR dans son sillage) ne visent pas

seulement à blanchir à coups de manif et de show "antiracistes" le PS, elles tentent aussi de dévoyer l'antifascisme légitime des travailleurs et des jeunes dans la dangereuse ornière des "fronts démocratiques contre Le Pen" (comme propose Harlem Désir) avec des Michel Noir et autres bourgeois "démocrates". Au moment où le FN commence à se lancer à l'assaut des rues, paralyser comme en 81 la classe ouvrière avec une alliance de collaboration de classes serait un véritable suicide.

La direction du PCF, grande spécialiste de ces "fronts populaires antifascistes", est pour l'heure exclue

de nuire les criminels racistes, sa direction propose de discuter démocratiquement avec le chef des criminels! Une discussion qui pourrait bien se finir sous les matraques des fascistes, dans un camp de concentration!

Le PCF a lancé sa campagne sur le thème "Le Pen vous ment". Mais les fascistes se moquent pas mal d'être "démasqués". Leur force ce n'est pas leur argumentation politique, c'est l'action. Le Pen, mieux que tous les "démocrates" et réformistes réunis, a compris l'utilisation de la tribune parlementaire ou des "débats" télévisés comme haut-parleurs pour ses appels à l'action extra-

ouvrière doit vite parler le langage de la force! Aucune confiance dans l'Etat bourgeois, ses flics et juges contre les fascistes! Contre les bandes armées fascistes, milices ouvrières! Ce qui provoque les fascistes, c'est l'absence de riposte résolue et le pacifisme amorphe des réformistes. Faire goûter du pavé à plusieurs nerfs au crâne rasé refroidira les ardeurs racistes de pas mal de bistrotiers et dissuadera des vocations lepénistes!

La question immigrés est clé dans ce pays. La direction du PCF s'est finalement décidée à en faire un axe de sa campagne anti-Le Pen. Elle a peut-être ainsi coupé l'herbe sous le pied aux prétentions creuses de Juquin de "doubler à gauche" Marchais. Mais elle refuse catégoriquement la revendication élémentaire des pleins droits de citoyenneté pour les immigrés. Une revendication qui répond à la situation de parias qui leur est faite et qui pourrait même être un levier pour mobiliser toute la classe ouvrière contre la terreur et la discrimination racistes. Et c'est même la seule réponse aux manœuvres du gouvernement qui, avec sa "commission des sages" (qui va de l'extrême droite aux sociaux-démocrates), couvre ses projets réactionnaires de "code de la nationalité". En fait, les réformistes du PCF ne peuvent argumenter que sur le terrain fixé par Le Pen. Ils en sont déjà à expliquer que les immigrés sont rentables pour la Sécurité sociale... Et de quoi pourraient discuter Lajoinie et Le Pen? De Vitry? De la "cote d'alerte", comme disent les maires PCF, atteinte par le nombre d'immigrés dans les municipalités? De l'arrêt de l'immigration? Les fanatiques du "Produisons français" se livrent même à une obscène surenchère chauvine sur Le Pen -- qui n'est pas le "défenseur de la France" qu'il prétend être... Sur ce terrain-là, les fascistes sont gagnants à tous les coups.

Le terrain du prolétariat, ce n'est pas celui de la meilleure gestion possible d'un capitalisme moribond. C'est la lutte de classe pour détruire le capitalisme, en renversant l'Etat bourgeois et instaurant un gouvernement ouvrier. Seule la dégénérescence réformiste des partis ouvriers a permis que survive ce système historiquement condamné qui, dans sa décomposition, ne peut plus produire que des Barbie et des Le Pen. Le véritable combat contre la barbarie fasciste est inséparable et du combat pour la révolution socialiste et du combat pour une nouvelle direction au prolétariat, pour construire le parti révolutionnaire armé du programme léniniste-trotskyiste. ■



Matin de Paris

En débattant avec Le Pen le 22 juin, le premier secrétaire du PS Jospin lui a offert une tribune pour sa haine raciste.

de ces manœuvres par l'antisoviétisme de ses "alliés". Mais elle n'a pas voulu être en reste avec son concurrent à gauche. Lajoinie a, lui aussi, osé proposer de débattre avec Le Pen (qui a accepté)! Et Marchais de renchérir: "Je considère [...] que le candidat du parti est le mieux qualifié pour débattre avec Le Pen. Evidemment qu'il faut le faire!" (L'Humanité, 19 juin). Pourtant, une semaine avant, le même Marchais déclarait à usage de ses militants qui se savent dans le collimateur du FN: "[...] entre ce que Le Pen représente et nous il n'y a pas que des oppositions d'idées: il y a du sang" (L'Humanité, 13 juin). Et le PCF a beau expliquer que "le racisme ce n'est pas une opinion, c'est un crime", au lieu de mettre hors d'état

parlementaire et paramilitaire contre les travailleurs et immigrés. Chacune de ses violentes diatribes racistes, bien loin de le "démasquer", lui gagne un nouvel adhérent parmi le lumpenprolétariat avili et la petite-bourgeoisie menacée dans son existence par la crise du capitalisme et désespérée par l'impuissance de la "démocratie" bourgeoise et des partis ouvriers face à cette crise. Tout comme l'antisémitisme des années 20 et 30, le racisme anti-Maghrébins sert de ciment à ces éléments disparates sans perspective, en les mobilisant au service du capital contre les soi-disant responsables -- les immigrés et leurs "complices" socialo-communistes, syndicalistes, etc. L'argument des fascistes, c'est leur détermination "radicale" et leur violence. La classe

Corée ...

Suite de la page 1

"compromettre une passation des pouvoirs en bon ordre quand [Chun] se retirera", rapporte le *New York Times* du 16 juin. Les dictateurs militaires qui occupent le palais présidentiel de Séoul sont des créatures des Etats-Unis, et il en est ainsi depuis 1945. Depuis plus de quarante ans, la Corée est sur la ligne de front de la guerre froide antisoviétique. En fait, la première grande guerre de l'impérialisme US contre les Etats sino-soviétiques, entre 1950 et 1953, a été menée sur cette péninsule, une guerre qui a tué trois millions de Coréens sur une population de 30 millions d'habitants.

Depuis, les troupes américaines stationnées en Corée du Sud aident à maintenir l'ordre dans cet Etat policier sanguinaire. Peu après son arrivée au pouvoir par un coup d'Etat militaire en 1980, Chun consolidait son règne en massacrant des centaines de personnes pour écraser une insurrection dans la ville de Kwangju. Au cours de cette bataille, étudiants et travailleurs affrontèrent une division de l'armée et s'emparèrent de véhicules militaires. Les troupes des forces spéciales qui perpétrèrent le massacre avaient été relevées par des troupes US le long de la zone démilitarisée qui sépare de la Corée du Nord. C'était donc tout à fait approprié que le premier chef d'Etat étranger à être reçu à la Maison-Blanche de Reagan en janvier 1981 soit précisément le président Chun. Le rôle des Etats-Unis dans le massacre de Kwangju a énormément attisé les sentiments antiaméricains dans les masses coréennes.

L'opposition libérale, largement religieuse et basée sur les classes moyennes, cherche un soutien du côté de Washington. Ses dirigeants les plus en vue sont les "deux Kim" -- Kim Dae Jung et Kim Young Sam -- tous deux des politiciens bourgeois qui ont récemment fondé le Parti démocratique de la réunification. Le régime des généraux est tellement haï que Kim Dai Jung a presque gagné une élection truquée en 1970 contre Park Chung Hee, alors même que le pays subissait de fait une dictature militaire. Sous Chun, Kim a été condamné à mort, puis gracié pour faire une faveur aux Etats-Unis, et il vit maintenant à Séoul où il est régulièrement assigné à résidence. Pendant ses années d'exil aux Etats-Unis, Kim Dae Jung s'est abouché avec les Démocrates libéraux qui ont sponsorisé le patricien philippin en exil Aquino avant qu'il retourne à Manille et se fasse assassiner par Marcos. Kim déclarait l'année dernière: "Nous avons besoin d'un gouvernement fort pour contrôler efficacement les militaires et pour avoir une défense forte contre la menace de la Corée du Nord."

Derrière les deux Kim, on trouve le cardinal catholique romain Kim Sou Hwan et d'autres organisations religieuses chrétiennes. Leur base, et en particulier celle des catholiques, est formée de cadres qui grimpent

Des manifestants embarqués dans des fourgons de police pour avoir réclamé la libération du dirigeant de l'opposition bourgeoise Kim Dae Jung.



l'échelle sociale et qui se sentent brimés par le régime militaire. Les troupes de choc de l'opposition sont constituées par les étudiants, qui sont 1,2 millions sur 41 millions d'habitants. Principalement des rejets des classes moyennes, les étudiants sont les futurs administrateurs et technocrates du capitalisme coréen. Pendant que les Kim et le cardinal courtisent le département d'Etat et les Démocrates du Congrès américain, les étudiants crient "Yankee Go Home!" et "A bas la dictature!" Mais il faudra une révolution ouvrière pour abattre la dictature militaire et imposer le départ des 40000 soldats US de Corée du Sud. Une révolution ouvrière mettrait aussi à l'ordre du jour une révolution politique prolétarienne dans l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé de Corée du Nord.

LES DEUX COREES, PRODUITS DE LA GUERRE FROIDE

De 1910 à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la Corée a subi le joug colonial de l'impérialisme japonais, comparable à l'occupation nazie en Europe centrale. En 1945, afin d'amener l'Union soviétique à entrer en guerre contre le Japon, les impérialistes US, aux négociations de Yalta et de Potsdam, acceptèrent de laisser l'Armée rouge occuper la moitié Nord de la Corée jusqu'au 38e parallèle, tandis que les Américains obtenaient le Sud. Le 8 août 1945, l'Armée rouge pénétrait dans le pays, amenant avec elle les détachements de guérilla dirigés par des communistes qui avaient combattu les Japonais en Manchourie (et dont beaucoup avaient été intégrés dans l'Armée rouge pendant la Deuxième Guerre mondiale). Parmi eux se trouvait Kim Il Sung, le dirigeant stalinien de Corée du Nord. Mais après avoir fait pression sur Moscou pour attaquer le Japon, Truman envoya des bombes A sur Hiroshima et Nagasaki, et ce en grande partie pour donner un avertissement aux Soviétiques.

Il y eut dans le Sud des manifestations de masse pour accueillir les Américains comme les libérateurs de la Corée du joug de l'impérialisme japonais. L'administration coloniale US, dirigée par le général Hodges, utilisa les troupes et la police japo-

naises pour tirer sur ces manifestants. C'était un avant-goût de ce que les Coréens pouvaient attendre sous l'impérialisme US. On fit revenir Syngman Rhee, non-entité qui vivait en exil aux USA depuis des dizaines d'années, et on l'imposa comme fantoche US.

Alors que Staline et le régime nord-coréen acceptaient fondamentalement la division artificielle du 38e parallèle, les Etats-Unis ne l'accep-

Juillet 1953 -- Des prisonniers de guerre nord-coréens enthousiastes retournent chez eux.



tèrent jamais et firent de la péninsule divisée le principal champ de bataille de la course à la guerre antisoviétique en Extrême-Orient. Quand l'Armée rouge de Mao, victorieuse dans la guerre civile, écrasa Chiang Kai-Shek et renversa la domination des propriétaires terriens et des capitalistes, les impérialistes devinrent fous de rage. S'appuyant sur un concert de récriminations sur "qui a perdu la Chine", Washington chercha à "refouler le communisme" jusqu'aux frontières de l'Union soviétique. Quand l'armée nord-coréenne répliqua aux provocations US en franchissant la frontière le 25 juin 1950, l'armée fantoche sud-coréenne s'effondra, et on assista à des désertions en masse.

Avant l'intervention massive des troupes américaines, les forces de Rhee et le contingent US avaient été repoussés en quelques semaines jusqu'à Pusan, sur la côte Sud. Truman déclara que l'intervention était une "action de police", ce qui signifiait qu'il ne demandait pas de déclaration de guerre au Congrès. Sous le commandement du général Douglas MacArthur (un des héros de Ronald Reagan), les forces US (à peine camouflées derrière le drapeau de l'ONU) atteignirent et franchirent la frontière chinoise sur la rivière Yalu. Cependant, la contre-attaque chinoise repoussa les impérialistes jusqu'au 38e parallèle. Truman rejeta les plans de MacArthur pour utiliser la bombe atomique contre la Manchourie et pour creuser une ceinture de cobalt radioactif coupant la péninsule en deux, mais l'utilisation des armes nucléaires fut écartée seulement parce qu'alors l'Union soviétique possédait la bombe.

Aujourd'hui, les 40000 soldats du contingent US sont formellement décrits comme une "sonnette d'alarme" en cas d'attaque nord-coréenne; en fait, c'est la position avancée de la machine de guerre antisoviétique US dans le Pacifique Nord. D'après le magazine soviétique *New Times* du 15 juin, les Etats-Unis en Corée

du Sud ont "battu tous les records de saturation en armes nucléaires, dont il y a plus de mille unités. Il y en a une par moins de 100 kilomètres carrés de territoire sud-coréen." Dans la péninsule, la sonnette d'alarme est en fait un détonateur... pour la troisième guerre mondiale.

DU BOL DE RIZ A LA DYNAMO INDUSTRIELLE

En peu de temps, la Corée du Sud s'est transformée d'une société à dominante agraire en pays industriel, fortement urbanisé -- mais un pays pauvre, avec un revenu par habitant égal à un huitième de celui du Japon ou des Etats-Unis. En 1930, la population était rurale à 95%. Les Japonais avaient établi dans le nord du pays une industrie dans des conditions de quasi-esclavage. En 1940, il y avait 300000 ouvriers employés dans les usines et dans les mines. Aujourd'hui, il y a 13 millions d'ouvriers au Sud, plus de 3 millions dans l'industrie, concentrés dans de grandes usines modernes, constructions automobiles, aciéries, chantiers navals. En 1986, la Corée du Sud a enregistré le premier surplus commercial de son histoire, 4,5 milliards de dollars, principalement des exportations vers les Etats-Unis.

Le "miracle économique" sud-coréen repose sur des monopoles privés subventionnés par l'Etat, les *chaebols* -- comme Daewoo, qui possède à Pusan la plus grande usine textile du monde -- qui ont rendu une poignée de Coréens riches à en crever. Six sociétés seulement se partagent 70% de l'économie. En même temps, la Corée du Sud est un centre majeur d'exploitation par le capital américain et japonais. En fait, la Corée du Sud a peut-être le taux d'exploitation le plus élevé de tous les pays relativement industrialisés. Dans l'industrie, les ouvriers travaillent en moyenne 54 heures par semaine sans heures supplémentaires et sont payés en moyenne 43% de moins que le niveau de simple subsistance. Les grandes usines sont dirigées comme des camps militaires. Les syndicats sont dans les faits interdits, à l'exception d'une fédération "syndicale" contrôlée par le gouvernement.

Récemment, plusieurs syndicats indépendants et illégaux se sont constitués. Les ouvriers combattifs sont confrontés aux flics, à des gangs de nervis patronaux connus sous le nom d'"équipes de football", et à une liste noire informatisée gérée en commun par le ministère du Travail, les patrons et la police secrète, la KCIA. Cependant, de temps en temps la poudrière explose et des luttes dures éclatent, ce qui arrive de plus en plus fréquemment depuis quelques années. En avril 1985, des milliers d'ouvriers de l'automobile ont occupé l'usine Daewoo Motors; deux mois plus tard, des milliers d'ouvrières ont organisé des piquets de grève, avec des étudiants, à l'usine textile de Kuro, à Séoul. En mai dernier, à Incheon, des milliers d'ouvriers qui protestaient contre leurs conditions de travail ont affronté la police anti-émeutes avec des bâtons et des barres de fer.

Dans la Corée du Nord à régime stalinien, dirigée par les autres "deux" Suite page 14



Pendant le soulèvement de Kwangju, en 1980, ouvriers et étudiants capturent des véhicules de l'armée.

Corée ...

Suite de la page 13

Kim" -- Kim Il Sung et son fils et héritier désigné, Kim Chong Il -- le temps donne l'impression de s'être arrêté. Avec son économie planifiée, le Nord a réussi à s'industrialiser bien avant le Sud, qui par exemple ne l'a devancé qu'en 1975 pour la production d'acier. Et ce malgré l'avantage démographique du Sud (deux fois plus d'habitants) et malgré le fardeau que représente pour le Nord l'armée de 700000 hommes qui protège le pays contre les forces impérialistes et fantoches de l'autre côté de la zone démilitarisée. La Corée du Nord produit toutes ses armes -- mais dans les usines, la technologie a 25 ans de retard ou plus. Kim Il Sung entretient un "culte de la personnalité" qui pourrait rendre Staline jaloux, et suit une politique isolationniste d'"autosuffisance", la version Kim Il Sung du "socialisme dans un demi-pays". Pourtant, les acquis sociaux de la révolution sont impressionnants: pas de famine ni de sans-abri; système de santé; système national d'éducation et de crèches.

MILITARISME ET REACTION

Etant donné l'intensité des contradictions sociales, les capitalistes sud-coréens auront probablement besoin du bonapartisme pour perpétuer leur domination, et cela signifie



Asiaweek

Le prolétariat industriel du Sud jouera un rôle clé pour écraser la dictature militaire et forger l'unité révolutionnaire avec les ouvriers et les paysans nord-coréens.

qui a fait intervenir à un moment critique sa neuvième division d'infanterie).

L'armée sud-coréenne a été constituée dans les années 40 avec des cadres formés par le corps des officiers japonais, des diplômés des académies militaires dirigées par les Japonais -- autrement dit, il s'agissait de troupes fantoches, de collaborateurs d'une oppression coloniale brutale. Pendant la guerre de Corée, l'armée connut un développement considérable sur la base de l'anticommunisme, et pendant la guerre du Vietnam elle prêta deux divisions aux Etats-Unis. Ces troupes sud-coréennes ont tué proportionnellement plus



KOTRA

cours de laquelle 200 passagers innocents ont été tués dans une mission d'espionnage au-dessus d'installations militaires soviétiques vitales en Extrême-Orient.

Nous serions très heureux de voir ce régime voler en éclats: il est une force sinistre de la contre-révolution dans le monde entier. Il ne fait aucun doute que dans l'opposition bourgeoise à Séoul, beaucoup rêvent d'une solution à la Cory Aquino: on entend crier "pouvoir populaire" dans les rues. Nous ne savons pas beaucoup de choses sur la Corée du Sud. Mais une chose est claire: le "pouvoir populaire" ne marchera certainement pas, et Reagan ne va

tionnaire dans ce demi-pays si on ne regarde pas aussi au Nord, au-delà de la zone démilitarisée. Il semble qu'en Corée tout le monde soit pour la "réunification". Les généraux rêvent de la réaliser au moyen d'une contre-révolution au Nord. L'opposition s'incline devant la réunification vue comme un but national qui serait "au-dessus de l'idéologie". Les étudiants nationalistes considèrent que chasser les Américains est la condition préalable pour prétendre à l'héritage d'une nation unifiée. La bureaucratie nord-coréenne propose des projets utopiques pour une unité fédérée, tout en s'opposant à la révolution ouvrière au Sud. La réunification n'aura lieu que selon l'une de ces deux voies contradictoires: une guerre contre-révolutionnaire, menant rapidement à l'annihilation nucléaire mondiale, ou la réunification révolutionnaire à travers une révolution socialiste au Sud et une révolution politique prolétarienne au Nord.

Le nationalisme de la courageuse jeunesse étudiante coréenne reflète la forte influence qu'a, sur les événements, la position de la Corée entre la Chine et le Japon, deux grandes puissances avec une histoire colonialiste. Les révolutionnaires japonais ont un devoir particulier, s'opposer au mépris raciste et impérialiste de "leur" bourgeoisie envers les Coréens et à leur exploitation -- y compris pour ce qui est de la minorité coréenne au Japon même -- afin de forger l'unité révolutionnaire des ouvriers coréens et japonais. C'est seulement à travers le programme trotskyste d'*internationalisme prolétarien* en Corée. Etats-Unis hors de Corée! Pour la défense militaire de l'URSS, de la Corée du Nord et des autres Etats ouvriers déformés! Pour la réunification révolutionnaire de la Corée! Pour des partis trotskystes en Corée, du Nord comme du Sud! Pour reforger la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste!

-- Adapté de Workers Vanguard n°431



UPI

Sur la zone démilitarisée, Reagan vise la guerre contre l'Union soviétique. Les USA ont utilisé les troupes sud-coréennes pour leur sale guerre au Vietnam. Ici des soldats sud-coréens, en 1966, humilient une prisonnière vietnamienne.



sans crédit

l'armée. Ce n'est pas par hasard que la Corée du Sud a connu dictature après dictature. Syngman Rhee a été chassé par des manifestations étudiantes de masse en 1968, et il s'est enfui à Hawaï. Un gouvernement élu a été renversé neuf mois plus tard par un coup d'Etat militaire qui a mis au pouvoir Park Chung Hee. A l'occasion d'autres manifestations de rue en 1979, la KCIA s'est débarrassée de Park Chung Hee en le faisant sauter un soir de bombe. Chun a émergé des luttes intestines entre généraux qui s'en sont suivi (avec l'aide de son acolyte Roh,

de gens sur le terrain que n'importe quelle autre unité au Sud-Vietnam. Chun et Roh ont servi ensemble au Vietnam. Ce régime est aussi intimement lié à un réseau international de terreur contre-révolutionnaire. La sinistre Eglise de l'unification de Sun Myung Moon est une création de la KCIA. Les moonistes n'organisent pas seulement un culte pour zombies mais aussi des escadrons de la mort latino-américains. Et la Korean Air Lines -- qui a aussi des liens étroits avec la KCIA -- a été utilisée dans la provocation reaganienne du vol KAL 007, au

pas pousser Chun dans un avion pour Hawaï. Contrairement aux Philippines, il existe en Corée du Sud une classe ouvrière industrielle nombreuse et puissante qui ne peut être tenue en respect que par l'armée. Si les soulèvements actuels ne vont pas jusqu'à une révolution ouvrière, il n'y aura rien par quoi remplacer le régime militaire sanguinaire. Les massacreurs de Washington deviendront simplement plus brutaux et répressifs. L'Etat policier monstrueux qu'est la Corée du Sud est un produit de la guerre froide, et il est impossible de concevoir une perspective révolu-

SIDA ...

Suite de la page 2

préservatifs, et Mme Barzach se déclarait favorable à la mise en place de distributeurs de préservatifs sur les lieux publics, une mesure de prophylaxie élémentaire mais importante étant donné le poids des interdits et des préjugés qui entourent encore dans ce pays tout ce qui touche au sexe, notamment pour les adolescents. Mais cette proposition anodine a déclenché un véritable tir de barrage de la hiérarchie catholique par la bouche de Mgr Vilnet, président de la conférence épiscopale: "Encourager des rencontres sexuelles prétendues libres, dans lesquelles ceux qui se désirent signifient en même temps, par la protection de préservatifs, qu'ils sont porteurs et menacés de mort, cela n'est pas un chemin ouvert à la vie, à l'amour, à l'avenir: c'est un mal" (*le Monde*, 12 février). Pour l'Eglise catholique, apostolique et romaine, la capote est une vieille ennemie: c'était un des premiers moyens modernes de contraception, contre lequel elle a mené depuis le 19e siècle une ba-

taille acharnée (bataille qui avait entravé gravement la lutte contre cette autre maladie mortelle qu'était alors la syphilis). Après ce coup de crosse sur la table, Barzach n'a plus jamais reparlé des distributeurs de préservatifs. Curés hors des chambres à coucher! Comme mesure immédiate, les préservatifs doivent être mis à la disposition de tous, et en particulier des jeunes. De même, toute personne qui le souhaite doit pouvoir faire effectuer un test de dépistage sanguin des anticorps du virus du SIDA *gratuitement et dans l'anonymat le plus strict* (et donc en dehors du système d'identification de la Sécurité sociale).

En France, l'arriération et l'ignorance ne sont hélas pas le monopole des évêques. L'exemple certainement le plus triste et le plus caricatural est donné par les pseudo-marxistes de Lutte ouvrière, qui ont pris ombrage de ce que les chefs d'Etat du monde capitaliste, au cours du sommet de Venise, aient décidé de consacrer à la lutte anti-SIDA "des sommes astronomiques" (allez dire ça au docteur Rozenbaum!) Dans un éditorial de *Lutte Ouvrière* intitulé "Les marchands de Venise", on pouvait en effet lire: "[...] la course aux

moyens de lutte contre le SIDA vaut mieux que la course aux armements! Mais il y a quand même de quoi être amer. Car le petit franc par habitant des pays industrialisés qui suffirait pour vaincre définitivement les maladies contagieuses, comme la tuberculose, la rougeole et bien d'autres que l'on sait guérir depuis longtemps et qui déciment chaque année des millions de pauvres de par le monde, et qui ne représenterait qu'une infime fraction des budgets actuellement consacrés au SIDA, aucun chef d'Etat n'exigera des trusts pharmaceutiques qu'ils en fassent le sacrifice" (n°993, 13 juin).

Leur généreuse sollicitude à l'égard des "pauvres de par le monde" cache mal la véritable position de ces ouvriéristes: le SIDA, ça ne concerne pas les ouvriers français arriérés que LO courtise avec ardeur, ceux qu'il faut chercher à convaincre que Le Pen ne résoudra pas le problème du chômage en tuant les immigrés. Les "pauvres du monde" en chair et en os, Laguiller et Cie s'en fichent bien, car sinon ils sauraient que dans beaucoup de pays d'Afrique et des Caraïbes, notamment, le SIDA est un problème de santé publique majeur, et qu'il pourrait rapidement provoquer

une véritable hécatombe si des moyens de prévention et de lutte efficaces ne sont pas mis au point à temps. Quant à leurs dénonciations caricaturales des profits que font ou vont faire les trusts pharmaceutiques avec le SIDA, rappelons simplement à ces Diafoirus du marxisme que comme toute marchandise, les médicaments doivent avoir une valeur d'usage pour avoir une valeur d'échange -- et qu'en l'occurrence leur usage consiste à guérir des êtres humains malades.

Il est possible que sous le capitalisme, la médecine s'avère capable de trouver une parade à cette terrifiante épidémie. Mais dans cette société de classe, cet effort est *entravé*. Même quand un traitement sera découvert, son utilisation sera nécessairement déformée par le racisme, le sexisme et les discriminations de classe de ce système de profit, où ceux qui ne peuvent pas payer n'ont pas droit à la santé. Les ressources de la société doivent être mobilisées à l'échelle de la planète, dans le cadre d'une planification socialiste internationale, pour disposer des cerveaux, du temps et de l'argent nécessaires pour vaincre le SIDA. ■

Flunch...

Suite de la page 16

taines de personnalités qui ont organisé le 30 mai à Paris une table ronde sur le code de la nationalité, etc. A Paris, Tribune communiste nous proposait une initiative commune et le 5 juin, devant le Flunch du boulevard Poissonnière, s'est tenu un rassemblement d'environ cent manifestants à l'appel de la Ligue trotskyste, de Tribune communiste et de l'Union communiste de France. Etait présent aussi un représentant d'IM'média. Ces piquets étaient des actions exemplaires montrant la voie à une mobilisation ouvrière plus massive.

A Rouen, le MRAP appela à une manifestation pour le 4 juin. Celle-ci reçut le soutien de plusieurs organisations, dont le PCF, la CGT, le SNES, le Collectif antiraciste. La Ligue trotskyste aussi y appela, et nous avons organisé un cortège fort d'une centaine de personnes, dont beaucoup de Beurs. Cette manifestation d'un millier de personnes (en large partie des ouvriers et des Beurs) est une victoire, car elle donne un avant-goût de la puissance de la classe ouvrière mobilisée et organisée dans le but de faire rentrer la vermine raciste et fasciste dans son trou. Et ces dizaines de Beurs qui ont participé jour après jour à ces piquets, quand ils se sont retrouvés à défiler aux côtés du mouvement ouvrier reprenant leur lutte contre la ségrégation raciste, ont eux aussi bien senti, et avec un enthousiasme évident, que c'est par des actions de ce type que pourront être vaincues la terreur et la discrimination racistes.

Avec la manifestation du 4 juin, une nouvelle étape a été franchie. Et la présence visible et menaçante de nervis fascistes protégeant (avec les flics) le Flunch au moment de la manifestation a placé la barre plus haut. Et, même s'il dut par la suite reculer (cf. article en page 16), le gérant du Flunch, pour preuve de la détermination des réactionnaires locaux, nous assignait en référé devant le tribunal de grande instance de Rouen. Il incombe maintenant plus que jamais aux directions du mouvement ouvrier -- et surtout à la CGT et au PCF -- de relever le défi. C'est là la seule façon de remporter une victoire.

Mais cela nécessite de rompre avec toute illusion dans le désir ou la capacité de l'Etat bourgeois de défendre les victimes de l'oppression raciale. Les travailleurs et immigrés ne peuvent compter que sur leur force, leur organisation et leur mobilisation. Avant la manifestation, le MRAP et le PCF (dans son journal

L'Avenir de Seine-Maritime du 3-9 juin) avaient affirmé leur intention d'aller devant le Flunch. La présence inquiétante des flics et des fascistes, qui avaient transformé le quartier autour du Flunch en un véritable guet-apens, a rendu cela impossible. Mais c'est simplement parce que ce millier de manifestants (qui représentaient une force réelle) n'étaient pas préparés pour traiter comme il convient cette provocation. Concrètement, cela signifiait un solide service d'ordre bien préparé et décidé, composé de dockers et d'ouvriers de l'automobile, avec tout le poids de leurs syndicats derrière eux.

La manifestation dirigée par le

responsables" fusèrent pendant la manifestation. Mais seul le cortège de la Ligue trotskyste a, par ses mots d'ordre, apporté la réponse programmatique: "Emprisonnez les flics tortionnaires/assassins!", "Aucune confiance dans l'Etat bourgeois pour écraser les fascistes!", "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!" et "Groupes d'autodéfense ouvriers/immigrés basés sur les syndicats!" Beaucoup de militants du PCF et de la CGT comprennent que la passivité de leurs dirigeants devant la montée de Le Pen est suicidaire. Les fascistes ont tout le mouvement dans leur collimateur. Le succès de notre mot d'ordre dans la manifesta-



Dix jours de suite, la LTF a organisé un piquet antiraciste devant le Flunch de Rouen.

MRAP ne s'étant pas donné ces moyens-là, elle ne pouvait que se limiter à l'appel au parquet pour ouvrir une enquête et à l'application de la loi de 1972 contre le racisme. Nous ne sommes pas opposés à ce que le patron raciste soit traîné devant les tribunaux. Mais il faut constater une chose: la "justice" bourgeoise agit seulement quand des centaines d'ouvriers sont dans la rue! Il ne faut avoir aucune illusion dans une "justice" qui laisse courir les assassins de Malik. Les réformes et victoires judiciaires ne sont que des produits de la lutte des classes.

Pendant que la manifestation se rassemblait devant la cathédrale, les forces de l'"ordre" ont à nouveau montré où vont leurs sympathies: trois fascistes sont venus de derrière les rangs policiers se livrer à leurs provocations. Et les flics ont chargé quand un de ces provocateurs a reçu la raclée qu'il méritait. Beaucoup de militants de la CGT et du PCF ressentent cela dans leurs tripes: les mots d'ordre "Flics, fascistes, assassins!" et "Mitterrand, Pasqua

tion "Le Pen veut casser les syndicats, mais il aime Solidarnosc" s'explique -- en partie -- par ce sentiment. Mais ils doivent comprendre que leur direction est contre le programme révolutionnaire capable de venir à bout de l'oppression raciale, y compris contre l'idée simple et élémentaire que tous ceux qui travaillent en France et s'y font exploiter par les patrons doivent jouir des pleins droits de citoyenneté pour eux et leur famille. Et s'il est vrai que le front populaire de Mitterrand porte la responsabilité d'avoir déclenché la vague de terreur raciste qui, avec l'antisoviétisme, a pavé la voie à Le Pen, où est l'alternative? Certainement pas dans le "nouveau rassemblement populaire majoritaire" -- une nouvelle mouture (hypothétique) de ce même front populaire!

Nous, trotskystes, disons à ces militants qu'il faut une nouvelle direction, armée du programme léniniste. Nous disons que les bulldozers de Vitry doivent être retournés contre la bourgeoisie et non pas contre nos frères de classe immigrés!

Quant aux sociaux-démocrates et pseudo-révolutionnaires regroupés autour du Collectif antiraciste, la manifestation du 4 juin a montré leur lamentable faillite. La LCR et ses alliés dans ce collectif ont tout fait pour nous exclure de leurs réunions pour le "crime"... d'être passés à l'action antiraciste et d'avoir été à l'initiative du boycott du Flunch. Ledit collectif a alors boycotté le boycott du Flunch -- une position heureusement non partagée par une centaine de Beurs, jeunes Noirs, militants politiques et syndicalistes. En outre, la LCR et le collectif ont tout bonnement scissionné la manif (qui était après tout organisée par le MRAP). Et sur quelle base? Vouloir substituer le palais de justice à la préfecture comme point de chute de la manifestation?! Mais il n'y a pas la moindre différence politique! Qu'après des semaines d'inactivité quasi totale ils aient été relégués à la queue de la manif du MRAP et du PC "renforcés en nombre par la LTF", comme l'écrit Rouge (n°1261, 11-17 juin), c'est en fait, comme le poursuit l'hebdomadaire de la LCR, "parce que le collectif a été ces derniers temps paralysé, traversé de débats et de tergiversations quant à l'opportunité d'appeler rapidement à une riposte de masse". Une admonestation, à peine voilée, de la direction nationale de la LCR contre sa section rouennaise! Heureusement la LCR a ensuite surmonté son sectarisme et a protesté contre l'assignation du Bolchévick.

Lutte ouvrière a pointé son nez aux piquets devant le Flunch, mais "à titre personnel". Dont acte. Mais son comportement à la fin de la manifestation du 4 juin fut tout simplement irresponsable. Ils ont tenté d'entraîner des manifestants, sans préparation, dans le guet-apens fasciste et policier autour du Flunch. Et, arrivés au palais de justice (qui se trouve à deux pas du Flunch), ils se sont purement et simplement tirés en compagnie de la LCR et de ses alliés du collectif! Et d'ailleurs qu'a fait LO pour construire cette manifestation dans la classe ouvrière, dans ses fameuses "feuilles de boîte"? Où était Démocratie ouvrière, le syndicat que dirige LO à Renault-CKD, sur le port de Rouen?

La confrontation autour des exclusions racistes du Flunch est l'expression même de la situation politique actuelle. La puissance de la classe ouvrière doit être mobilisée pour stopper les fascistes, et cela commence par réagir contre chaque provocation raciste. On doit et on peut toujours faire céder le gérant du Flunch, mais à condition que la classe ouvrière manifeste sa puissance de façon décisive. ■

Yougoslavie...

Suite de la page 11

que même certains nazis trouvèrent que c'était trop.

Ce qui fit la force des partisans de Tito, c'est qu'ils proposèrent et se battirent pour une solution de la question des Balkans sur une base antinationaliste. Tito était lui-même croate tandis que les rangs du mouvement communiste étaient en grande partie composés de Serbes et de Monténégrins. Alors que sévissaient tous ces groupes nationalistes -- les chetniks monarchistes de Serbie, les oustachis fascistes de Croatie et toutes sortes de collabos nationalistes slaves du Sud -- qui participaient aux massacres génocides, les ouvriers et les paysans se rendirent compte qu'ils étaient en sécurité lorsque les partisans coiffés de l'étoile rouge arrivaient chez eux. Les partisans du Parti communiste de Yougoslavie ont réussi l'exploit d'unifier les différentes nationalités contre l'occupant allemand, de chasser les nazis et d'exterminer les mouvements royalistes et fascistes yougoslaves.

Pour défendre ses positions, la formation stalinienne petite-bourgeoise au pouvoir a dû chasser les représentants du vieil appareil d'Etat et nationaliser les moyens de production; elle a ainsi détruit la domination capitaliste. La formation de la Fédéra-

tion yougoslave basée sur des formes de propriété prolétariennes fut un immense pas en avant: "Le fait d'avoir ensemble chassé les fascistes et reconstruit l'économie sur une base collectiviste a fait beaucoup pour désamorcer le nationalisme meurtrier qui avait dévasté la Yougoslavie bourgeoise" ("The National Question in Yugoslavia", 1ère partie, *Workers Vanguard* n°106, 23 avril 1976).

Pourtant, la nature du stalinisme, nationaliste par essence, a fait qu'on n'a pas pu aller plus loin. Les plans de fédération balkanique ont buté sur la doctrine de "socialisme dans un seul pays" qui a par exemple dressé les uns contre les autres la Yougoslavie, la Bulgarie et la Grèce capitaliste sur la question du peuple macédonien. C'est après sa rupture avec la Russie de Staline en 1948 que Tito, qui était un stalinien national-libéral a élaboré sa conception de base du "socialisme de marché" et d'"autogestion ouvrière" qui est encore en vigueur aujourd'hui. Sa politique de délégation de pouvoir a de plus en plus conduit à l'autonomie au niveau régional, éliminant la planification centrale et même la direction centrale de l'économie. C'est ainsi qu'elle a contribué au développement florissant des particularismes nationaux que l'on constate depuis la mort de Tito.

Le stalinisme titiste n'a pas fourni -- et ne peut fournir -- de solution

durable et progressiste aux problèmes nationaux en Yougoslavie. La population albanaise rétive du Kosovo devrait avoir le droit de rejoindre ses frères nationaux de l'autre côté de la frontière albanaise. Les Macédoniens devraient pouvoir faire partie de la Bulgarie. Une telle politique ferait beaucoup pour désamorcer les antagonismes nationaux à l'intérieur de la Yougoslavie et jetterait les bases d'une véritable fédération socialiste des Balkans dans les Etats-Unis socialistes d'Europe.

La conciliation avec l'impérialisme a apporté avec elle beaucoup de maux du capitalisme et a, du même coup, gêné les possibilités déjà limitées des bureaucrates pour régler ces problèmes. Au 13e congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, le parti au pouvoir, Vidoje Zarkovic, dirigeant du parti, a fait un rapport dévastateur: "Nous sommes face à face avec la stagnation du développement, l'unité de la communauté yougoslave et de la Ligue des communistes de Yougoslavie qui s'affaiblit avec de plus en plus de déformations et d'écarts par rapport aux buts que nous nous étions assignés [...]" (*Yugoslav Life*, juin-août 1986).

Depuis la mort de Tito, les dirigeants de la Ligue des communistes de Yougoslavie passent sans cesse la balle au gouvernement, aucun d'entre eux ne voulant prendre les difficiles décisions nécessaires pour gouverner ce pays multinational

et traversé par les crises. Même dans le cadre de la domination stalinienne, la bureaucratie yougoslave se montre criminellement et peut-être suicidairement irresponsable.

Il y a dix ans, lorsque nous traitons de la question nationale en Yougoslavie ("The National Question in Yugoslavia", 2e partie, *Workers Vanguard* n°110, 25 mai 1976), nous avions écrit: "Maintenant, même les grandes réussites de la révolution yougoslave -- le renversement des rapports de propriété capitalistes et le règlement des conflits nationaux sanglants qui ravageaient la Yougoslavie bourgeoise -- sont menacées par les forces centrifuges qu'encourage la politique de la bureaucratie. On est en train d'accumuler les conditions qui produiront en Yougoslavie une guerre civile sanglante [...] une guerre civile qui pourrait bien se présenter comme une lutte de libération nationale". C'est l'héritage du titisme, du stalinisme "au visage humain". C'est un héritage que les masses travailleuses doivent surmonter en construisant un parti trotskyste d'avant-garde capable de mener à bien une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie de Tito et créer ainsi les conditions d'une extension internationale de la révolution."

Aujourd'hui que la Yougoslavie est au bord du gouffre, cette mise en garde est d'une urgence encore plus brûlante. -- Traduit de *Workers Vanguard* n°429

Campagne de protestation contre le Flunch à Rouen

Combattre la discrimination raciste

1er juillet -- A Rouen, la Ligue trotskyste a été à l'initiative d'un piquet de protestation qui s'est tenu du 25 mai au 3 juin devant le restaurant Flunch. Depuis avril, cet établissement pratique une ségrégation raciste à l'égard des Maghrébins et des Noirs auxquels l'entrée est refusée par son gérant. Maître Arlette David, huissier de justice, constatera même officiellement, le 14 avril, le refus du Flunch de laisser entrer cinq Beurs, le portier expliquant "qu'il s'agit d'un ordre de la direction et qu'il lui est impossible de laisser pénétrer les personnes de type arabe ou de couleur noire".

Nos camarades de Rouen appelèrent à la riposte: "Dans le contexte de la montée de Le Pen, dont les meetings sont régulièrement suivis de ratonnades (comme à Marseille et à Lyon), il faut réagir dès maintenant contre cette scandaleuse discrimination raciale [...]. Dès lundi, chaque jour, il faut une mobilisation devant le Flunch, pour appeler au boycott de ce restaurant raciste." Tous les jours pendant près de deux semaines, de 19 à 20 h, environ cent personnes (dont de nombreux Beurs) manifestèrent devant le Flunch, scandant des mots d'ordre comme "Boycott du Flunch!", "A bas la ségrégation raciste!", "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!" Une bonne partie



Rouen -- A la manifestation du 4 juin appelée par le MRAP. Les Beurs mobilisés par la LTF contre le Flunch raciste.

de la clientèle, exprimant son dégoût pour les agissements racistes de ce restaurant, rebroussa chemin sous les applaudissements des manifestants. Cette initiative rencontra un écho significatif. Plusieurs télégrammes

de protestation ont été adressés à la direction nationale du Flunch, notamment par la CGT Renault-Cléon, la CIMADE de Lyon, la CGT PTT de Tours, la section STES-CFDT de la région Provence-Côte d'Azur,

la CGT d'Air-Inter, le SNTRS CGT (Paris), la CFDT parisienne des centres régionaux des chèques postaux, la CFDT Vidéocolor de Lyon, la CGT de l'arrivée nuit des CCP, une vingtaine.

Suite page 15

Assignation contre "le Bolchévik"

Le gérant du Flunch nous attaque... et bat en retraite

Non content d'interdire son restaurant à des Noirs et à des Maghrébins, le gérant du Flunch rouennais, M. Robinet, prétendait aussi interdire les protestations qui dénonçaient cette discrimination raciste.

Ainsi, le 12 juin, recevions-nous une assignation en référé auprès du tribunal de grande instance de Rouen. Le restaurateur entendait "faire cesser le trouble causé par les manifestations" qui se sont tenues devant son établissement, à notre initiative, pendant près de quinze jours. (M. Robinet se plaint -- et il n'exclut pas de nous demander réparation -- d'avoir perdu des clients durant ces mobilisations. Si l'on en croit ses propres chiffres, la moitié des clients potentiels se sont solidarisés avec la protestation en s'abstenant d'entrer dans le restaurant.) Mais le seul trouble manifeste est à l'évidence celui provoqué par la direction du Flunch avec sa politique discriminatoire! C'est ce trouble raciste qui doit cesser!

M. Robinet voulait pouvoir ségréger

dans le silence et intimider les gens décents qui osent faire respecter leurs droits: le droit de ne pas être ségrégués et le droit de manifester. Ce sont même des droits reconnus par la Déclaration des droits de l'homme de 1789 dont se réclame y compris le préambule de la Constitution de la Cinquième République! Mais la tentative d'intimidation a fait long feu. Immédiatement, nous avons riposté avec une campagne appelant les organisations ouvrières et démocratiques à adresser des télégrammes de protestation au président du tribunal. Le large écho rencontré par cette campagne a montré combien il était clair que c'est la défense de ces droits qui était en jeu. Une attaque contre un est une attaque contre tous! Devant le succès de la campagne de télégrammes, ce monsieur a demandé à son avocat de retirer "purement et simplement" l'assignation. C'est une victoire pour tous ceux qui ont manifesté pour le boycott du Flunch et pour tous ceux qui ont exigé l'arrêt des poursuites contre le Bolchévik.

Pour tenter de masquer sa défaite et de sauver désespérément la face, Robinet argumente mesquinement qu'il n'y avait plus de manifestations devant son restaurant. Argument spécieux, car l'assignation a été envoyée neuf jours après le dernier piquet de protestation. En fait, il savait qu'il allait perdre. Alors qu'une instruction judiciaire est ouverte

contre lui à la suite de plaintes pour discrimination (cf. *Paris-Normandie*, 5 juin), un jugement défavorable ne l'aurait certainement pas aidé devant un juge du pénal. Si toutefois l'instruction aboutit!

Cette première victoire doit renforcer la détermination de tous ceux qui luttent contre la terreur et la discrimination racistes. ■

A ce jour, 3 juillet, le président du tribunal de grande instance de Rouen a reçu des télégrammes (ou lettres) demandant l'arrêt des poursuites contre le Bolchévik de la part des organisations suivantes:

CIMADE de Rouen	Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT) Paris
LCR (section de Rouen)	Tribune communiste
CIMADE de Lyon	CIMADE de Paris
Collectif antiraciste de Rouen	Association humanitaire d'éducation genevoise
MRAP de Rouen	Planning familial de Lyon
CGT Renault-Cléon	CFDT CPP Paris
SNES de Rouen	Parmi les télégrammes individuels, nous sommes particulièrement heureux de mentionner celui envoyé par un mineur britannique du puits de Lea Hall, dans les Midlands.
CGT communaux de Canteleu	
CGT PTT Tours Nord-Ouest	